

00031

NATIONALRAT / STAENDERAT

Arbeitsgruppe Jeanmaire

G E H E I M

P r o t o k o l l

der
Sitzung vom 2. März 1977, um 09.00 Uhr, in Bern
 Parlamentsgebäude, Zimmer III

Präsident: Hr. Nationalrat Müller-Luzern

Vizepräsidenten: HH. Nationalrat Müller-Balsthal
 Ständerat Aubert

Anwesend: HH. Nationalräte Bochatay, Bratschi, Eggenberg,
 Egli-Sursee, Grünig, Riesen, Tschumi
 HH. Ständeräte Andermatt, Egli, Heimann,
 Krauchthaler, Luder

Angehört wurden: HH. Korpskdt Hirschy, ehemaliger Ausbildungschef
 Div Feldmann, Unterstabschef Front
 Dr. Amstein, Chef Bundespolizei
 Bundespräsident Furgler
 Bundesrat Gnägi
 Bundesrat Graber

Sekretariat: Hr. Chevalier

Protokoll: Fr. Wüthrich und Fr. Munter (deutsch)
 HH. Reymond und Chassot (franz.)

Entschuldigt: HH. Nationalrat Koller Arnold
 Ständerat Genoud



GEHEIMAnhörung von Herrn Korpskdt Hirschy, ehemaliger Ausbildungschef

Hr. Präsident Müller-Luzern: Unsere Fragen an den ehemaligen Ausbildungschef betreffen vor allem die Beförderung Jeanmaires zum Brigadier. Obschon in den uns zur Verfügung gestellten Akten auch belastende Urteile über Jeanmaire enthalten sind, wurde er offenbar diskussionslos zum Brigadier befördert. Wie war dies möglich ?

M. Hirschy: J'aimerais rapidement rappeler qu'en 1968 - au moment où l'avancement du colonel Jeanmaire était en discussion - la règle était que le commandant de corps concerné, celui qui avait une vacance dans son secteur, proposait et qualifiait un candidat. Pour le cas Jeanmaire, celui-ci ne devait pas remplacer quelqu'un mais il devait occuper une nouvelle fonction et un nouveau poste.

Dans la séance de la Commission de défense militaire (CDM) du 15 août 1968, le commandant de corps Gygli, alors Chef de l'Etat-major général, a proposé pour le poste nouvellement créé de Chef du service de la PA, avec le grade de colonel brigadier, le colonel Jeanmaire et il est exact qu'aucun membre de la CDM ne s'est opposé à cette proposition. Au préalable et avant cette séance, le chef EMG m'avait fait part de son intention parce que, accessoirement, le poste de chef d'arme de protection aérienne m'était subordonné pour toutes les questions d'instruction. J'ai répondu que j'accepterais cette nomination en particulier sur la base de ce que j'avais vu dans les écoles d'officiers de PA. En effet, le chef de l'instruction fait en règle générale l'inspection finale de ces écoles. Or Jeanmaire avait commandé de 1957 à 1967 onze de celles-ci dont j'en avais inspecté deux (1966 et 1967). Je dois dire que ces dernières étaient bonnes et qu'il y régnait un esprit excessivement ouvert et positif. Jeanmaire employait des termes et des mots que je n'aurais jamais prononcés mais qui étaient admis de ses aspirants. L'habitude dans ces écoles était de faire diriger un séminaire par chaque aspirant, on en réservait quatre pour l'inspection finale et c'est là que j'ai constaté la plus grande discussion ouverte avec le chef de l'instruction, de nombreuses questions lui étant posées, ce qui était un côté positif. Dans sa séance du 9 octobre 1968, le Conseil fédéral a accepté la création du nouveau service et a nommé Jeanmaire.

Vous avez dit, Monsieur le président, que Jeanmaire avait été mal qualifié et malgré tout nommé. Or, les documents de qualification dont la CDM disposait n'étaient que l'état de service de l'intéressé, état qui accompagne toute la carrière d'un officier et dans le cas qui nous occupe, les qualifications sont toutes positives sauf peut-être une où il est dit, pour un cours d'état-major, qu'il avait un tempérament débordant. Quant à d'autres

- 2 -

GEHEIM

qualifications négatives, je n'en ai eu connaissance qu' entre le 1er décembre 1976 et cette année.

Un fait me paraît aussi intéressant et symptomatique: pendant les neuf ans durant lesquels je suis resté chef de l'instruction, une seule fois un politicien m'a demandé un entretien pour recommander quelqu'un à un poste supérieur, il s'agissait de Jeanmaire.

Hr. Heimann: Trifft die Bezeichnung "chef d'arme" für Jeanmaire zu ? Meines Wissens war er nicht Waffenchef.

M. Hirschy: Il avait les fonctions d'un chef de service et ceux-ci lorsqu'ils ont aussi des troupes à l'instruction sous leurs ordres ont de plus la fonction de chef d'arme.

M. Riesen: Jeanmaire, dès son début dans la carrière militaire, a eu une réputation de "noceur" connue de la troupe, mais d'après vos déclarations ignorée des supérieurs. Cela m'étonne quelque peu et je me demande si dans ce cas il n'a pas joué une sorte de solidarité entre les officiers instructeurs qui faisait que l'on ignorait ce "péché mignon" systématiquement ou qu'on le considérait même comme sympathique.

M. Hirschy: Il m'est difficile de porter un jugement sur la période d'avant 1966 et pratiquement je n'ai jamais fait de service avec Jeanmaire, sauf en 1953 où j'ai fait un cours de répétition comme officier d'état-major comme lui-même l'était. Durant ce cours et de 1966 à fin 1974 je ne l'ai jamais vu ivre, je peux le dire, je ne l'ai jamais vu fumer alors que l'on disait qu'il était fumeur. Il est très difficile d'être objectif dans ce domaine. Cependant et ce que tout le monde savait aussi, c'est que Jeanmaire avait obtenu un excellent diplôme à l'Ecole polytechnique.

Hr. Andermatt: In den Offiziersschulen wurden Jeanmaires Leistungen offenbar anerkannt; andererseits war man aber auch über seine persönlichen Nachteile im Bild. Waren in einem solchen Fall nicht vermehrte Nachforschungen angezeigt ? Bei einem derart unausgeglichenen Charakter ist m.E. eine gewisse Anfälligkeit zur Spionage vorhanden.

M. Hirschy: Je reviendrai sur ce point lorsque je parlerai de l' "allgemeine Beförderungspraxis". Mais je dois dire que je partage entièrement votre point de vue et c'est probablement une des leçons à tirer, à savoir si les candidats sont suffisamment "durchleuchtet". Depuis 1969, je crois qu'il y a un système qui me semble offrir une certaine garantie, j'y reviendrai plus tard.

Hr. Müller-Balsthal: In dem uns vom EMD zur Verfügung gestellten Dossier über die heutigen Anwärter für Generalsränge findet

man bei einigen tüchtigen Leuten den Vermerk "seine Lebensführung muss sich noch bessern". Ein solcher Hinweis wäre auch bei Jeanmaire angezeigt gewesen und hätte zu zusätzlichen Nachforschungen geführt. Als Jeanmaire seinerzeit in der KML vorgeschlagen wurde, waren laut Aussagen von a.Generalstabschef Gygli offenbar die negativen Aspekte des Kandidaten nicht bekannt. Auch Korpskdt Hirschy gibt nun eine ähnliche Erklärung ab. Aufgrund meiner persönlichen Erfahrungen mit Jeanmaire wusste ich, dass er übermässig trank. In einem Nahkampfkurs, an welchem ich als Leutnant teilnahm, berichtete man uns jeden Morgen, dass mit Jeanmaire die ganze Nacht "durchgesoffen" wurde. Frage: Ist es eventuell möglich, dass die negativen Bemerkungen auf die 50er Jahre zurückgehen und dass sich Jeanmaire ab ca. 1960, zur Zeit seiner Umteilung zu den Luftschutztruppen, gebessert hat, so dass später die KML über die nachteiligen Aspekte nicht mehr im Bild war ?

M. Hirschy: A la CDM, les qualifications connues étaient l'état de service où on ne parle jamais de tendance à la boisson. Je répète qu'avant 1966 il est extrêmement difficile de se prononcer. J'aimerais vous donner un exemple afin d'illustrer cette affirmation. Au mois de décembre dernier, je me trouvais chez le divisionnaire Godet et celui-ci m'a dit que Jeanmaire avait des dettes lorsqu'il était encore major à Walenstadt. Comme le divisionnaire Godet a une fabrique et une maison dans cette localité, que sa femme en est originaire et que son beau-père a été longtemps commandant de cette place, je lui ai demandé depuis quand il était au courant de ces faits. Il m'a répondu: "Depuis la semaine dernière où je me suis rendu à Walenstadt"! Il peut y avoir donc des exagérations dans un sens ou dans l'autre, des inventions même et vous comprendrez que je ne prenne position seulement sur ce que j'ai pu voir ou constater personnellement.

Hr. Eggenberg: Zur Zeit der Beförderung Jeanmaires zum Brigadier war das Vorgehen in der KML offenbar sehr formlos; es wurden über Beförderungsvorschläge weder Protokolle noch Aktennotizen erstellt. Die KML-Mitglieder verfügten praktisch über keine Unterlagen, da sie - wie man uns erklärte - die in die obersten Ränge zu befördernden Offiziere aus frühern Diensten persönlich kannten. Nun haben wir aber gehört, dass Korpskdt Hirschy Jeanmaire keineswegs gut kannte; er hat ihn zweimal in den Offiziersschulen besucht und an gewissen Rapporten begegnet, wo sich positive oder negative Charaktereigenschaften nicht zeigten. Vergleicht man dieses Vorgehen beispielsweise mit der Ernennung eines Direktors in der Privatindustrie oder mit der Anstellung eines Gemeinde-Angestellten, so ist man erstaunt über die unterschiedliche Praxis. Eine militärische Kommission macht Beförderungsanträge für die Generalität praktisch ohne Unterlagen, während in der Privatwirtschaft sowie beispielsweise in Gemeindebüros die Kandidaten genau geprüft werden (Leumundsbericht, Qualifikationen, persönliche Gespräche etc.). Meines Erachtens sollten den KML-Mitglieder vollständig zusammenge-

GEHEIM

stellte Akten (Personaldossier, Qualifikations- und Führungsberichte etc.) unterbreitet werden, bevor sie einen vorgeschlagenen Kandidaten zur Beförderung empfehlen.

Hr. Müller-Balsthal: Der Dienstetat Jeanmaires weist praktisch nur positive Qualifikationen auf. Wurde bei der Gruppe für Ausbildung nicht auch ein Personaldossier über seine Dienste als Instruktionsoffizier geführt ?

Hr. Korpskdt Hirschy: Seinerzeit befanden sich die Qualifikationen als Instruktionsoffizier bei der betreffenden Dienstabteilung (im Fall Jeanmaire bei der Abt. für Infanterie). Bei seinem Uebertritt zu den Luftschutztruppen gingen diese Akten wahrscheinlich an den Generalstabschef; diese Dossiers sind sicher noch vorhanden.

Hr. Präsident Müller-Luzern: Herr Hayoz beispielsweise hatte stets einen schlechten Eindruck von Jeanmaire. Laut seinen Aussagen waren die legendären Sprüche Jeanmaires, die unter einem akzeptablen Niveau lagen, bei der Truppe bekannt.

Hr. Luder: Da in der KML alle Mitglieder dem Antrag zur Beförderung Jeanmaires zustimmten, stellt sich die Frage, ob es damals üblich war, dass der von einem KML-Mitglied unterbreitete Vorschlag einfach akzeptiert wurde. War es übrigens bekannt, dass Frau Jeanmaire in Russland aufgewachsen ist ?

Hr. Korpskdt Hirschy: In der KML wurde z.T. lebhaft über gemachte Vorschläge diskutiert; ich erinnere mich, dass in zwei Fällen ein vorgeschlagener Kandidat zurückgewiesen wurde.

Es war bekannt, dass Frau Jeanmaire in Russland geboren aber bereits als Kind in die Schweiz zurückgekehrt ist.

Hr. Grünig: Eine Beförderung erfolgt aufgrund guter Qualifikationen und eines Fähigkeitszeugnisses der KML. In den uns zur Verfügung gestellten Akten fehlen aber die Fähigkeitszeugnisse.

Hr. Korpskdt Hirschy: Die Fähigkeitszeugnisse werden bei der Abteilung für Adjutantur klassiert.

Hr. Heimann: Aus den Qualifikationen Jeanmaires geht hervor, dass er militärisch einwandfrei war und als Ausbildner die Leute zu begeistern vermochte. Andererseits waren aber auch die negativen Charaktereigenschaften bekannt. In der Privatindustrie wäre dieser Mann niemals auf einen so hohen Posten befördert worden. Es fällt mir schwer, nur den Dienstetat, der wenig aussagt, als ausschlaggebend zu betrachten, ohne die vielen Ermahnungen mitzuberücksichtigen. Aufgrund der gemachten Erfahrungen müsste m.E. geprüft werden, ob sich nicht ein erweitertes Gremium der KML oder eine Sonderkommission mit den Beförderungen in die obersten Ränge befassen sollte.

GEHEIM

M. Hirschy: Je répondrai d'abord d'une manière générale, puis dans le détail à la dernière question.

En 1966, première fois où j'ai fait partie de la CDM, le commandant de corps qui avait une vacance présentait et qualifiait un candidat, ce qui était discuté au sein de la commission. En été 1967, la CDM a eu une grande discussion sur le problème de la planification et de l'occupation des postes du haut commandement de notre armée. Les principaux reproches adressés au système qui était en vigueur jusqu'en 1967/68 étaient les suivants:

- 1) Manque d'une planification générale et individuelle pour la préparation, l'engagement et aussi pour la relève des postes principaux;
- 2) Changement irrationnel de certaines fonctions où la continuité est nécessaire et dont les titulaires étaient nommés rapidement à d'autres fonctions, alors que d'autres restaient beaucoup trop longtemps à des postes où une rotation aurait été souhaitable;
- 3) Les mutations - et à l'époque je crois que c'était là le principal reproche - étaient faites à de beaucoup trop brèves échéances, on nommait en octobre ou en novembre pour un poste à repourvoir à la fin de l'année. On peut dire qu'une nomination aussi tardive ne permet pas au candidat de se préparer à sa nouvelle fonction, même si parfois il a suivi une filière rendant possible cette nomination;
- 4) La prospection et la préparation de candidats éventuels devaient commencer beaucoup plus tôt et si l'on avait l'impression qu'un de ceux-ci pouvait devenir quelque chose, il fallait déjà le suivre depuis le grade de major, en tout cas, et le placer dans les services qui lui permettraient d'être prêt pour arriver au poste prévu.

Dans cette séance, le chef de l'EMG a été chargé de préparer une étude qui devait servir de base aux décisions de la CDM. Elle a été faite en 1969 et dans la séance du mois d'août de cette même année, la commission a pris les décisions suivantes:

- a) Introduction d'une planification générale et individuelle - principe admis - en tenant compte qu'il faut fixer des limites pas trop rigides à la durée des fonctions et que des rotations doivent être possibles. Dans cette discussion la CDM a admis qu'un commandant de régiment devait rester 4 ans en place, 6 ans dans une brigade et 4 à 6 ans pour un chef d'arme ou un divisionnaire.

GEHEIM

- b) Le plan horaire suivant a été arrêté: au cours du premier trimestre, état des mutations nécessaires à la fin de l'année, préparation et remise des informations utiles aux décisions. Deuxième trimestre: décisions à l'échelon de la CDM, propositions adressées au Conseil fédéral et nominations par ce dernier, publication des nominations, dans la règle donc avant les vacances d'été. Depuis 1970 on peut dire que ces dispositions ont été assez bien respectées. Pendant le quatrième trimestre discussions à l'intérieur de la CDM dans le cadre de la planification générale, à long terme, pour savoir qui devait être pris en considération, orientation préalable sur les mutations envisagées pour la fin de l'année suivante.

C'est au cours de ces discussions que le chef de l'instruction a été chargé de préparer les informations nécessaires aux décisions, ainsi que d'étudier également la possibilité d'organiser un cours d'introduction pour officiers généraux nouvellement nommés. A ce sujet, je voudrais dire que le premier cours, d'une durée de quinze jours, a eu lieu en 1974 et que 21 candidats nouvellement nommés y ont participé.

Sur la base de ces décisions et dès le début 1970, les membres de la CDM ont reçu chaque année les deux documents suivants: le premier, établi par le DMF, montrait les fonctions et leurs titulaires au 1er janvier de l'année en cours avec les données suivantes: grade, commandement ou fonction, nom du titulaire, année de naissance, date du brevet et respectivement celle du changement de fonction, les années où respectivement l'âge de 60, 62 ou 65 ans est atteint. Les raisons de ces trois limites sont que les titulaires de certaines fonctions qui disposent du statut juridique des commandants d'armée peuvent demander leur mise à la retraite à 60 ans, 62 parce que la CDM a décidé que les officiers généraux du grade de divisionnaire ou commandant de corps devaient se retirer à cet âge (proposition Hayoz pour le rajeunissement des cadres) et 65 ans pour ceux qui sont nommés comme chef de service et qui en tant que fonctionnaires restent en fonction jusqu'à cet âge. A côté de chaque nom trois colonnes sont disponibles pour les candidats possibles pour la fonction, ce qui permet à chaque membre de faire un choix.

Le deuxième document établi par le chef de l'instruction contient les renseignements et informations ci-après pour chaque candidat: l'arme d'origine, le grade, le nom, l'année de naissance, la profession apprise ou exercée avant d'être instructeur ou pour les officiers de troupes la profession actuelle, la dernière fonction, le dernier commandement de troupes, sa durée, la fonction actuelle en tant qu'officier instructeur, les commandements à l'étranger avec les qualifications reçues dans les écoles étrangères, la qualification comme officier de troupes et celle en tant qu'instructeur. Parfois on dit que le choix est restreint.

Dans le document remis au début 1974, la liste contenait les noms de plus de 70 officiers instructeurs et de 34 officiers de milice. Pour pouvoir obtenir les qualifications obtenues à l'étranger, celles comme officier de troupes et celles comme instructeur, il fallait que les dossiers soient remis au chef de l'instruction car j'ai voulu personnellement m'en occuper pour précisément tenir compte de tous les faits. Pour ce faire, j'ai dû modifier l'organisation militaire.

Ensuite on a dit que la planification personnelle devait permettre de donner au candidat éventuel, repéré très tôt déjà, la possibilité de se préparer à une fonction supérieure, ce qui implique une alternance entre les commandants de troupes et les fonctions comme officier EM. Il fallait donc faire à temps un service dans l'administration soit à l'EM de Groupement de l'Etat-major général, soit à l'EM de Groupement de l'instruction. Il devait ainsi être permis à certains candidats de faire des stages dans les grandes écoles militaires à l'étranger et pour certains autres des cours de "management".

L'appel à ces diverses fonctions ont été depuis 1970 discutées entre le chef de l'EMG et moi-même. Ces nouvelles règles ne pouvaient cependant être appliquées qu'après certaines modifications administratives. Les chefs d'arme n'ont pas le même statut juridique que les commandants d'unités d'armée. Il était pratiquement exclu de muter un commandant d'unité d'armée comme chef d'arme du fait qu'il était déclassé, ne pouvait plus prendre sa retraite à 60 ans et avait un travail plus astreignant. Cela permettait des rotations. Ensuite, en général, un officier étant appelé dans un service du DMF (EMG ou service de l'instruction), était alors nommé chef de section et ce faisant passait une classe en-dessus d'un commandant d'école, il ne pouvait donc plus reprendre plus tard cette dernière fonction. On a pris une première mesure urgente avec le chef EMG, à savoir non pas nommer des chefs de section, mais on les a commandés en cette qualité pour une durée de trois ans. Par la suite on a pu mettre les colonels commandants d'écoles - qui ont autant de responsabilités - dans la même classe ce qui rend possible maintenant de prendre un chef de section EMG et le replacer comme commandant d'école sans qu'il y ait d'inconvénient pour lui. Ces règles étant appliquées, on a pu mettre en marche notre projet.

Je dois dire que pour pouvoir suivre et juger objectivement le candidat possible, il faut un système de qualification valable et j'ai donné, avant que l'on réalise déjà toutes ces mesures (1969), de nouvelles directives pour la qualification des instructeurs. L'essentiel de ces directives peuvent se résumer ainsi:

"Im Interesse einer zweckmässigen Personalführung, Personalförderung und Planung der Verwendung im Instruktionssdienst und in der Militärverwaltung müssen die Fähigkeiten und Leistungen der Instruktoren kontinuierlich und möglichst objektiv erfasst werden ...

GEHEIM

Die Qualifikationen erfüllen nur ihren Zweck, wenn sie im Qualifikationsgespräch zwischen dem Qualifizierenden und dem Qualifizierten behandelt werden. Der Beurteilte muss die Möglichkeit haben, sich vor allem zu den negativen Feststellungen zu äussern, insbesondere sind die möglichen Verbesserungen und die entsprechenden Massnahmen festzuhalten. Führt das Qualifikationsgespräch zu keinem befriedigenden Ergebnis, so hat der Beurteilte das Recht, an den nächsten Vorgesetzten zu gelangen. Letzte Instanz ist der Ausbildungschef."

La feuille de qualification est basée sur celle dans la fonction, il y a une appréciation générale où l'on trouve ceci: tout d'abord une appréciation récapitulative, notamment la valeur et l'efficacité de l'instruction, mais on doit aussi juger des perspectives d'activités ultérieures dans le service d'instruction et de l'administration. Il y a une appréciation professionnelle et - ce qui m'a causé beaucoup de difficultés - l'instructeur doit prendre connaissance de sa qualification, la signer mais il a aussi le droit de noter des désirs "für die nächste Zeit und für die weitere Zukunft".

Ces qualifications ont été faites pour la première fois en 1970, je les ai toutes vues; elles étaient en général trop bonnes et ne permettaient pas de faire une sélection. Je les ai faites analyser par le "Betriebswirtschaftliches Institut" de l'EPF et j'ai émis en 1971 des directives précisant que les qualifications n'avaient qu'une seule valeur, c'est lorsqu'elles remplissaient les conditions suivantes: "Objektivität, Aussagekraft, Transparenz und Kontinuität". Petit à petit ce système - je crois - permet de juger correctement les candidats et surtout de leur faire faire suffisamment tôt les tâches nécessaires. J'ajouterai que parmi les divers stages possibles, ceux faits à la troupe sont excessivement importants car en définitive c'est cette troupe qui qualifie les bons et les mauvais.

A mon avis, un critère qui me paraît aussi bon, ce sont les écoles étrangères où la qualification se fait selon des systèmes complètement différents, mais qui nous permettent de faire des comparaisons avec nos propres jugements. Dix à douze candidats sont envoyés régulièrement chaque année dans les grandes écoles depuis environ neuf ans, soit jusqu'à maintenant plus de cent candidats et tous, à une exception près, se sont classés dans le premier quart de leurs écoles, ce qui veut dire qu'ils équivalent aux meilleurs officiers étrangers de ces écoles.

Hr. Bratschi wirft folgende Fragen auf:

1. Sind die erwähnten Neuerungen in der Beförderungspraxis vom Bundesrat und vom Departement angefordert worden oder hat die KML diese aus eigener Initiative eingeführt ?

2. Wer hat den Antrag an den Bundesrat bezüglich Beförderung Jeanmaires zum Brigadier verfasst, die KML oder das EMD ?
3. Trifft es zu, dass Jeanmaire von der KML praktisch ohne Diskussion und nur aufgrund der Diensttats vorgeschlagen wurde ?

M. Hirschy: En premier lieu, le nouveau système de qualification a été introduit de ma propre initiative pour un très simple raison. Ces qualifications se trouvaient chez les chefs d'armes et l'un d'eux m'a dit une fois qu'il ne voulait plus renommer tel colonel à la fin de l'année. J'ai demandé et obtenu les qualifications de l'intéressé et lorsque je les ai étudiées j'ai convoqué le chef d'arme en question pour lui dire que d'après le dossier, quant à moi je devais nommer le colonel "divisionnaire" en tout cas ! J'ai fait alors venir toutes les qualifications des colonels de ce service, qui étaient toutes tellement bonnes que chacun pouvait prétendre à un rang supérieur.

Je me suis rappelé alors la fameuse courbe de Gauss que l'on utilisait en Amérique et aussi que, durant mes études, lorsqu'on faisait un examen et qu'il y avait trop de bonnes notes, on ne disait pas que les étudiants étaient trop bons mais bien que les examens étaient trop faciles. Ceci pour dire que notre système de qualification était basé un peu sur ce principe pour sortir les très bons et les très mauvais. Cependant il y a un grand nombre de sujets qui sont bons dans leurs fonctions, mais pas assez pour aller en-dessus.

Quant à votre deuxième question, la CDM accepte la proposition et, d'après les directives pour l'avancement, donne le certificat de capacités pour le grade supérieur et pour le reste c'est l'administration militaire qui s'en occupe. Je répète que personne n'a demandé la parole pour critiquer Jeanmaire. Le Chef de l'EMG nous avait dit pourquoi il voulait le nommer à savoir parce qu'il avait été chef de la section PA qui devenait service. Pendant toute l'année 1968, Jeanmaire avait dans le fond conduit ce nouveau service en voie de préparation et il avait suivi la filière.

M. Bochatay: En ce qui concerne les âges de 60, 62 et 65 ans pour la retraite, quel est le critère ?

M. Hirschy: Ce sont des règles générales qui doivent avoir une certaine souplesse. Si un officier doit rester une année de plus pour que son successeur ait accompli un temps de commandement suffisant, c'est possible et cela a été mon cas. L'application stricte de ces règles serait fautive. Plus la planification sera faite à long terme, mieux aussi on pourra suivre ces règles.

Hr. Tschumi: Von welchem Grad an wird ein Offizier in die Personalplanung (gemäss vorliegendem Dossier) aufgenommen ?

- 10 -

GEHEIM

Hr. Korpskdt Hirschy: Auf Antrag des Waffenchefs werden die Auslandabkommandierungen vom Ausbildungschef persönlich vorbereitet. Ich plante seinerzeit die Auslandabkommandierungen anfänglich 5 Jahre und später 8 Jahre im voraus. Dem zuständigen Waffenchef wird der Befehl erteilt, den Kandidaten 3 Jahre vor seiner Abkommandierung zu orientieren, damit er sich darauf vorbereiten kann (auch hinsichtlich Sprachen). Wichtig ist auch, dass die entsprechenden Kredite bewilligt werden. Die in Frage kommenden Offiziere werden schon in den letzten Jahren als Hauptmann oder in den ersten Jahren als Major erfasst, da sie für weitere Beförderungen 3 Jahre in der Verwaltung und 3 Jahre als Schulkommandant tätig gewesen sein müssen. Tauchen während dieser Vorbereitungszeit negative Seiten auf, muss man den Mut haben, die nötigen Konsequenzen zu ziehen. Die Qualifikationen dürfen nicht auf Sympathie basieren, sondern müssen sich auf die Leistungen abstützen.

Hr. Tschumi: Ist es nicht etwas erstaunlich, dass Jeanmaire offenbar der einzige Kandidat war, der als Chef der Luftschutztruppen in Frage kam.

Hr. Korpskdt Hirschy: Heute ist es einfach, diese Feststellung zu machen.

Hr. Luder: Bietet das neue Beförderungssystem wenigstens Gewähr, dass die KML-Mitglieder die für eine Beförderung vorzuschlagenden Kandidaten kennen lernen ?

Hr. Korpskdt Hirschy: Der KML wird heute mindestens 3 Monate im voraus eine Liste mit einer Reihe von Kandidaten unterbreitet. Jedes KML-Mitglied hat verschiedene Anwärter bereits in Generalstabskursen oder Zentralschulen kennen gelernt. Alle Korpskommandanten waren früher Klassenchefs in den Zentralschulen oder Generalstabskursen. Ueber einen Kandidaten, den man nicht persönlich kennt, kann man sich Auskunft verschaffen oder ihn bei der Arbeit ansehen.

Hr. Heimann: Wäre es eventuell angezeigt, für die Auswahl und den Vorschlag der Generalität die KML zu erweitern ? Wenn die wenigen Herren der KML allein dafür zuständig sind, so müssen Leute, die Karriere machen wollen, nur darauf bedacht sein, jegliche Differenzen mit den Herren der KML zu vermeiden.

Hr. Korpskdt Hirschy: Es ist schwierig, darauf spontan zu antworten. Ich möchte diese Frage noch überlegen.

Hr. Heimann: Sind bei der Wahl in die obersten militärischen Ränge die Einflüsse der Kantone, politischen Parteien, Religion etc. zu gross ? - Nach welchen Gesichtspunkten werden die Militärattachés bestimmt ?

GEHEIM

Hr. Korpskdt Hirschy: Zur Frage der Einflüsse von aussen: Die Religion hat nie eine Rolle gespielt, und es scheint, dass hier ein gewisser Ausgleich besteht. Eine Zeitlang hatte man zu viele Welsche in den obersten Kommandos. Gelegentlich werden auch von Kantonen Anträge gestellt. In meiner 9-jährigen Tätigkeit als Mitglied der KML habe ich nur einmal eine solche Intervention erlebt.

Die Auswahl der Militärattachés ist Sache des Generalstabschefs und des Nachrichtendienstes. Ueber die jeweiligen Kandidaten hatte ich meine Meinung zu äussern. Es mag stimmen, dass hier und da einer gewählt wurde, der sich nicht besonders gut eignete.

Anhörung von Herrn Div Feldmann, Unterstabschef Front

Hr. Präsident Müller-Luzern: Div Feldmann hat die Untersuchung als militärischer Fachmann geleitet. Es wäre deshalb wünschenswert, vorab eine Umschreibung seiner Funktion zu erhalten und anschliessend eine Orientierung über die militärische Tragweite des Verrates Jeanmaire.

Hr. Div Feldmann: Die Untersuchung wurde durch den Bundesanwalt geführt. Für die bei den Einvernahmen aufgetauchten spezifisch militärischen Probleme fühlte sich der Bundesanwalt nicht genügend kompetent und ersuchte den Generalstabschef, ihm einen Berater zur Verfügung zu stellen. Diese Aufgabe fiel mir zu. Ich hatte aufgrund der Einsichtnahme in die Protokolle jeweils gezielte Fragen zu formulieren, die erlauben sollten, tiefer in die Sache einzudringen. Dies war der erste Teil meiner Mitarbeit. In einem zweiten Teil ging die Aufgabe etwas weiter, indem ich zum Verhör zugezogen wurde und selber Gelegenheit hatte, Jeanmaire gewisse Fragen zu stellen.

(Vor der weiteren Orientierung über die Tragweite des Verrates Jeanmaire findet eine Diskussion über die Gefahr einer Abhörung der laufenden Sitzung statt. Vorsichtsmassnahmen wurden keine getroffen. Nach Fühlungnahme mit dem Chef der Bundespolizei wird die Sitzung weitergeführt.)

Streng geheime Akten

Hr. Div Feldmann: Streng geheime Akten sind Akten, die - sollten sie in unbefugte Hände kommen - die Gefahr in sich bergen, der Landesverteidigung in ihrer Gesamtheit ernsthaften Schaden zuzufügen. Aus diesem Grunde ist die Zuständigkeit, streng geheime Akten zu verfassen und zu überschreiben, beschränkt auf den Departementschef und den Generalstabschef. Nicht jedermann kann somit Akten als streng geheim klassifizieren. Ihrer Natur entsprechend sind sie in Stahlschränken mit Mehrfachverschluss aufzubewahren. Der Zugang wird nur Leuten gestattet, die eine besondere Sicherheitserklärung der Sektion Geheimhaltung vorweisen können. Die Einsichtnahme in streng geheime Akten wird protokollarisch festgehalten.

Hr. Heimann: Neben den Vorschriften für streng geheime Akten gibt es auch solche für die andern Stufen: vertraulich, nur für dienstlichen Gebrauch, geheim. Nach Ihren Erklärungen dürfte es nicht vorkommen, dass ein Regimentskommandant oder ein Brigadekommandant einen Befehl als "streng geheim" erlässt ?

Hr. Div Feldmann: Es kommt immer wieder vor, dass der Begriff "streng geheim" falsch verwendet wird.

GEHEIM

M. Aubert: Que ferons-nous de ces documents strictement secrets dans le procès qui se déroulera prochainement ? M^e Reymond, l'avocat du brigadier Jeanmaire aura tout de même accès à certains d'entre-eux puisqu'une liste en a été établie, documents communiqués par l'accusé aux Russes. Le procès sera-t-il public ? Il y aura des greffiers et comment ce secret pourra-t-il être maintenu ?

Il est évident que si le lendemain ou dix jours après une séance soit disant rigoureusement secrète du groupe de travail Jeanmaire on lit dans les journaux des déclarations de certains membres de la commission - nous y reviendrons plus tard - je comprend que l'on soit prudent quant aux déclarations que l'on pourrait faire même dans cette commission.

Il est clair que tout le travail de notre groupe est absolument et parfaitement inutile dans la mesure où nous ne savons pas exactement ce qui a pu être transmis à l'étranger et si nous devons trouver des remèdes à une situation qui aurait été détériorée par la communication de ces documents, il faut que nous sachions ce que vous avez découvert.

M. Feldmann: Sur cette dernière question je serai à même de vous répondre sur la base de la connaissance complète de l'enquête menée par le procureur de la Confédération et j'ajouterais que j'ai pris les contacts nécessaires pour m'assurer si l'enquête menée par la justice militaire a apporté des éléments supplémentaires. Il ne semble pas que ce soit le cas, cette deuxième enquête confirme essentiellement ce que la première a déjà donné. Au fond l'essentiel est de savoir ce qui a été transmis à l'étranger et quelle est la valeur de ces documents.

Quant au procès, à ma connaissance il n'y a pas de documents rigoureusement secrets en jeu. Nous dépendons bien entendu de ce que Jeanmaire a dit et nous ne savons pas ce qu'il n'a pas dit. Cependant dans la mesure où je connais ses aveux, je constate que la plus haute classification est celle "secret", il a avoué avoir remis deux de ces documents aux Russes.

Hr. Bratschi: Können Sie an Beispielen erklären, was als streng geheim im Stahlschrank vorhanden ist ? Nachdem der Zugang zu diesem Tresor protokolliert wird, wäre es interessant zu wissen, ob Jeanmaire berechtigt war, Zugang zu erhalten.

Hr. Div Feldmann: Als Chef der Operationssektion (ich hatte dieses Amt inne bis Ende des letzten Jahres) hatte ich u.a. die Aufgabe, die operative Planung und Dokumente wie Aufmarschpläne etc. zu bearbeiten; diese haben alle den Klassifizierungsgrad "geheim" mit einer Ausnahme: ein "streng geheimes" Papier enthält die Zusammenstellung der Kommandoposten der Armeekorps der Territorialzonen.

GEHEIM

Ein anderes "streng geheimes" Dokument, an welchem ich mitzuarbeiten hatte, war ein Gesamtprojekt über die Planung zukünftiger Kommandoposten des Armeekommandos. Andere streng geheime Akten kenne ich persönlich nicht. Deren Zahl ist übrigens sehr gering.

Die Frage, ob beim Verrat Jeanmaire streng geheime Akten im Spiel waren, wird vom Unterstabschef Nachrichtendienst verneint. In einem Schreiben des Generalstabschefs an den Chef des EMD, in welchem das generelle Problem betr. Zugang zu streng geheimen Akten aufgegriffen wurde, steht u.a.:

"... Nach Ueberprüfung kann festgestellt werden, dass Jeanmaire in Wirklichkeit nie Zugang zu streng geheimen Akten erhalten hat."

Aus meiner Sicht würde ich dies auch annehmen. Ich kenne beispielsweise den Verteiler der erwähnten streng geheimen Akten genau und weiss, dass der Chef der Abteilung für Luftschutztruppen darauf nicht figuriert. Ich weiss auch, dass diese Akten nicht per Post geschickt, sondern mit persönlichem Kurier den betreffenden Stellen überbracht werden. Die streng geheimen Akten werden natürlich nicht in einem einzigen Kassenschrank aufbewahrt. Die Empfänger solcher Dokumente (Armeekorpskdt, Departementschef, Generalstabschef und u.U. die bearbeitende Instanz) müssen über entsprechend gesicherte Schränke verfügen und ein Protokoll darüber führen, welche Personen Einblick erhielten.

Hr. SR Egli: Die Verfügung des EMD über die klassifizierten militärischen Akten ist in der systematischen Rechtssammlung unter 510.41 publiziert. Die Klassifizierung "streng geheim" ist Gegenstand besonderer Vorschriften, die wir uns ebenfalls beschaffen sollten.

Hr. Heimann: Laut erhaltenen Auskünften werden nur wenige Dokumente als streng geheim bezeichnet. Die Vorbereitungen für den Aufmarsch der Armee, die Verteidigung von Festungen, die Vorbereitungen der Verminungen etc. sind nicht streng geheim, sondern nur geheim. Muss daraus nicht der Schluss gezogen werden, dass der Verrat Jeanmaires nicht so gravierend ist, da er nur Zugang zu geheimen, nicht aber zu streng geheimen Papieren hatte? Daraus ergibt sich wohl auch die Aenderung in der Haltung des Bundesrates, der ursprünglich von einem schwerwiegenden Verrat sprach, später aber erklärte, es sei doch nicht so gravierend. Ich stelle mit Erstaunen fest, dass es offenbar in der Armee nicht mehr so wichtig ist, ob geheime Papiere mehr oder weniger sorgfältig behandelt werden.

Hr. Bratschi: Hat Jeanmaire auch streng geheime Akten verraten?

GEHEIM

Hr. Div Feldmann: Aufgrund der Ueberprüfung durch die Untergruppe Nachrichtendienst und Abwehr kann festgestellt werden, dass Jeanmaire nie Zugang zu streng geheimen Akten hatte.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgendes klarstellen: Aus meiner Schilderung der Vorsichtsmassnahmen über streng geheime Dokumente darf nicht abgeleitet werden, dass mit geheimen Dokumenten unsorgfältig umgegangen werden darf. Die entsprechenden Vorschriften sind klar und verlangen eine genaue Kontrolle. Sicher besteht eine gewisse Tendenz, zu ängstlich zu sein und zu viele Akten als geheim zu klassifizieren. Die Mobilmachungsvorschriften werden beispielsweise in der Neufassung entklassifiziert, weil sie hinsichtlich Geheimhaltung zu hoch eingestuft waren. Es darf aber aus der Bezeichnung "streng geheim" nicht abgeleitet werden, dass die "geheimen" Akten als "quantité négligeable" weniger sorgfältig zu behandeln seien. Dies wäre eine irriige Auffassung.

Hr. Heimann: Die Wichtigkeit der geheimen Akten ist vielleicht etwas heruntergespielt worden durch die Feststellung, dass Jeanmaire ja keinen Zugang zu den streng geheimen Akten hatte. Falls die operativen Pläne Jeanmaire als Abteilungschef zugänglich waren, so ist m.E. der Verrat doch sehr ernsthaft.

Hr. Div Feldmann: Im Verteiler der operativen Planung ist der Chef der Luftschutztruppen nicht aufgeführt, da er diese Unterlagen für seine Aufgaben nicht benötigte.- Bei der Ausgabe von geheimen Akten ist ferner zu berücksichtigen, dass sie nicht an den Verräter Jeanmaire, sondern an den Chef der Luftschutztruppen gingen, was für eine lückenlose Zusammenarbeit nötig war. Jeanmaire hat nicht die gesamten Aufmarschpläne erhalten, sondern nur diejenigen Dokumente daraus, die den Bereich Luftschutztruppen betrafen.

Orientierung über die Auswirkungen des Verrates Jeanmaire

Hr. Div Feldmann: Die mir im Fall Jeanmaire übertragene Aufgabe besteht darin, die Schwere des Verrates abzuklären. Dabei sind 3 unbekannte Punkte festzuhalten:

1. In bezug auf den Umfang des Verrates sind wir auf die Aussagen Jeanmaires angewiesen.
2. Wir kennen die Bedeutung des Verrates für den sowjetischen Nachrichtendienst nicht, d.h. wir können nicht beurteilen, ob das Verratene für ihn neue Informationen darstellte oder eine Bestätigung bereits bekannter Angaben.
3. Hinsichtlich militärische Massnahmen und Objekte, die Jeanmaire eventuell verraten hat, wissen wir heute nicht, wie

kriegsnützlich diese eines Tages sein könnten (Beispiel: Niemand kann voraussehen, ob der Festungskomplex St-Maurice je angegriffen oder aber umgangen wird). Es ist deshalb schwierig, den Verrat Jeanmaires richtig zu bewerten.

Aufgrund der sich aus den Einvernahmen ergebenden Anhaltspunkte möchte ich versuchen, die Bewertung wie folgt darzulegen:

1. Jeanmaire hat aus seinem engern Kenntnisbereich (Luftschutz und damit verbunden Zivilschutz, Integration des Luftschutzes in die Gesamtverteidigung) praktisch alles weitergegeben. Wegen der Verflechtung mit der Zivilverteidigung ist dieser Komplex nicht in hohe Klassifizierungsgrade eingereiht. Es sind grösstenteils Angaben, die sich ein aufmerksamer Zeitungsleser oder ein Besucher von öffentlich zugänglichen Referaten auch beschaffen kann. Hier ist die Fülle des Materials sicher gross, aber das Gewicht des Verrates nicht allzu schwer.

Eine Unsicherheit ergibt sich in der Frage, ob auch Informationen verraten wurden über Standorte und vorbereitete Bauten für die Luftschutztruppen, welche unter Umständen auch zu andern Zwecken benützt werden können (z.B. als Mobilmachungskommandoposten). Jeanmaire bestreitet, je Standorte verraten zu haben. Sollte er es doch getan haben, so ist dies im Bereich Luftschutz der schwerwiegendste Punkt.

2. Der gewichtigste Verrat scheint mir im Bereich der Mobilmachung zu liegen. Jeanmaire gesteht, das Reglement für die Truppenkommandanten tel quel ausgehändigt zu haben und zwar anlässlich eines Nachtessens, an welchem hohe Offiziere unserer Armee (Annasohn etc.) teilnahmen; Jeanmaire war eine Viertelstunde früher erschienen.

Er hat auch gestanden, aus dem umfassenderen Reglement der allgemeinen Vorschriften für die Kriegsmobilmachung grosse Auszüge photokopiert und seinen Gesprächspartnern ausgehändigt zu haben. Das Mobilmachungssystem ist somit in seiner Gesamtumschreibung verraten worden. Dieser Schaden ist nur begrenzt reparierbar, da eine Aenderung des Mobilmachungssystems innert kurzer Zeit nicht möglich ist.

Aus der Befragung ergibt sich einerseits das Geständnis, die erwähnten Dokumente abgegeben zu haben, anderseits ein kategorisches Nein hinsichtlich Verrat von Standorten, Mobilmachungseinrichtungen etc. Hier stehen wir vor der grossen Unbekannten.

Bei der Gewichtung des Verrates ist zu berücksichtigen, dass die Vorschriften in einem relativ raschen Rhythmus umgearbeitet werden. So befinden sich ganz unabhängig vom Fall Jean-

GEHEIM

maire die Vorschriften für die Truppenkommandanten in einer Gesamtüberarbeitung; sie sollen auch nicht mehr als geheim klassifiziert werden. Die verratenen Dokumente haben ihre Gültigkeit teilweise schon verloren oder werden sie innert kurzer Zeit ganz verlieren. Auch die Aenderung des Systems ist im Studium und wird durch die Affäre Jeanmaire noch beschleunigt; es ist aber trotzdem mit einigen Jahren zu rechnen.

Wenn Herr Bundesrat Gnägi zu einem bestimmten Zeitpunkt den Anschein erweckte, er wolle die Sache in ihrer Bedeutung herunterspielen, so gibt es dafür nur eine Erklärung: Im Zusammenhang mit der von ihm veranlassten Bestandesaufnahme erhielt er Kenntnis von den laufenden Reformbestrebungen im Mobilmachungsbereich: manches ist im Umbruch; Dinge, die Jeanmaire verraten hat, gelten heute nicht mehr oder werden in absehbarer Zeit nicht mehr gelten. Dies ist aber kein plausibler Grund die Beurteilung des Verrates zu modifizieren.

3. Operative Planung: Jeanmaire erhielt die betreffenden Akten nicht. Er war aber bei den operativen Uebungen oder Armee-stabsübungen dabei, ein letztes Mal als Gast an den Schlussbesprechungen der operativen Uebung 1976. Persönlich habe ich den Eindruck, dass er von diesen Dingen nie viel verstand. Er ist kein abstrakter Denker. Er hat ein gutes visuelles Gedächtnis und muss immer alles zeichnen. Abstrakte Ueberlegungen zu operativen Fragen berührten ihn wenig. Aus reinem Berufsinteresse habe ich versucht, ihn zu testen, um festzustellen, wieviel er weiss. Meines Erachtens war er hier am Ende seiner Zuständigkeit. Laut seinen Aussagen sei er auch nie über Operationspläne befragt worden.

Wichtig scheint mir, dass Jeanmaires Gesprächspartner besonders an der Frage interessiert waren, wie lange die Schweiz benötige, um abwehrbereit zu sein. Mit verschiedenen andern Anzeichen ist dies für mich ein Hinweis darauf, dass Jeanmaire nicht ausgefragt wurde, um gewissen Saboteuren und Bombenlegern Anleitungen und Rezepte in die Hand zu spielen. Das Interesse galt viel mehr den Zeitfragen hinsichtlich Erstellung der Kampfbereitschaft. Dies ist ein wichtiges Beurteilungsmoment. Jeanmaire erklärt, auf diese Fragen "des réponses fantaisistes" gegeben zu haben. Er verschanzt sich auch hinter die Aussage, dass sich die zuständigen Leiter in unserer Armee selbst nicht einig seien und jeder seine eigene Theorie habe.- Was er effektiv bekanntgegeben hat, wissen wir nicht.

Bei der Wertung des Verrates im Bereich der operativen Planung ist ein glücklicher Zufall mit zu berücksichtigen:

GEHEIM

1976 gab es zwei bis ins Detail ausgearbeitete Planungsfälle (Befehlssammlungen bis hinunter zu den Soldaten). Diese beiden Planungen sind durch neue ersetzt worden, die auf den 1.1.77 in Kraft getreten sind. Die Realisierungsphase hat Jeanmaire nicht mehr miterlebt, doch hat er die Grundgedanken in ihrer generellen Form zum Teil mitbekommen. Ein glücklicher Zufall will es, dass das konkrete Material, zu dem Jeanmaire sich unter Umständen auf illegalem Wege hätte Zugang verschaffen können, Ende des letzten Jahres entwertet wurde. Auf diese Tatsache könnte die veränderte Verratsbewertung durch den Bundesrat zurückzuführen sein.

4. Fremde Länder: Jeanmaire hat gestanden, seinen Gesprächspartnern Attachésberichte mit der Aufschrift "vertraulich" über die französische Armee und NATO-Länder ausgehändigt zu haben. Hier stellt sich die Frage, inwieweit sich dies auf die Beziehungen zwischen unserem Nachrichtendienst und den Nachrichtendiensten anderer Staaten durch vermehrte Zurückhaltung in der Auskunftserteilung auswirken wird. Summarisch muss festgestellt werden, dass der Fall Jeanmaire für uns verschiedene Türen bei den NATO-Staaten geschlossen hat. Dazu trug auch die Tatsache bei, dass das Wort "Luftschutz" umgedeutet und Jeanmaire anscheinend in amerikanischen Kreisen als Luftwaffengeneral bezeichnet wurde, d.h. man stufte ihn zu wichtig ein.

Hr. Präsident Müller-Luzern: Laut Pressemeldungen soll sich ein deutscher General beklagt haben über den Verrat von NATO-Geheimnissen durch die Schweiz. Was hat die Untersuchung in dieser Beziehung ergeben ?

Hr. Heimann: Sind die Berichte der Militärattachés wirklich tiefgründig ?

Hr. Div Feldmann: Berichte unserer Attachés werden als "vertraulich" klassifizierte Bulletins von unserem Nachrichtendienst intern verteilt. Die darin enthaltenen Angaben sind sehr zeitgebunden und beziehen sich weniger auf Fakten als auf festgestellte Tendenzen, Ergebnisse von Gesprächen, Beobachtungen in Manövern, Mitteilungen über Strukturänderungen und Rüstungsvorhaben, die eine gewisse Zeit nur einem kleinen Kreise bekannt sind, später aber zur Orientierung an die Presse gehen.

Hr. Müller-Balsthal: Die geheimen Akten werden bei den Truppenkommandanten nach wie vor sehr streng und diszipliniert gehandhabt; die Vorschriften sind eher noch verschärft worden. Ich glaube nicht, dass man im Laufe der letzten Jahre hier oberflächlicher geworden ist.

GEHEIM

Herr Div Feldmann hat m.E. mit Recht den Verrat des Mobilmachungssystems recht schwer gewichtet. Hier muss aber unterschieden werden zwischen "streng geheim" und "geheim". Mit den geheimen Akten müssen wir bei der Truppe arbeiten; es genügt nicht, dass wir sie im Büro einschliessen. Selbstverständlich kommen die Soldaten nicht mit allen Akten in Berührung, doch muss man sich bewusst sein, dass gewisse geheime Informationen bis zum Soldaten hinuntergehen. Wir stehen immer in einem gewissen Dilemma, wie weit man hier gehen darf. Im Zweifelsfalle bin ich der Meinung, dass man im Interesse der Funktion des Ganzen eher Vertrauen schenken muss.

Alle 4 Jahre findet eine Mobilmachungsübung statt. Der Soldat bekommt vom Kompaniekommandanten vor dem Dienstantritt bereits Weisung, wie er einzurücken hat. Was Jeanmaire hier verraten hat, sind Informationen, die man bei der Truppe ohnehin zusammentragen könnte. Sicher ist dies bedauerlich, doch weiss man, dass es nicht ganz verhindert werden kann.

Hr. Div Feldmann: Tatsächlich ergibt sich hier ein Optimierungsproblem unserer Armee: je weniger wir die Leute der untern Grade und die Soldaten an den Vorbereitungen teilnehmen lassen, umso mehr erschweren wir uns die Durchführung, d.h. die "mise en scène" des ganzen Systems. Persönlich bin ich in einer Division gross geworden, in welcher jedes Jahr der Wiederholungskurs mit einer Mobilmachungsübung auf den öffentlichen Organisationsplätzen begann. Der betreffende Divisionskommandant war der Meinung, dass die jährliche Ueberprüfung des Platzes ein wichtiges Element sei bei der Selbstmobilisierung der Truppe; die Dienste der Platzkommandos werden dadurch sekundär. Dies zeigt die Tendenz der verantwortlichen Stellen: der Bereich des effektiv geheim zu haltenden soll realistischer umschrieben werden als dies eine Zeitlang der Fall war.

Die Tatsache, dass Jeanmaire geheime Papiere ausgehändigt hat, lässt sich nicht bestreiten, doch sollte der daraus entstandene Schaden nicht dramatisiert werden.

Hr. Grünig: Als Truppenkommandant im Rahmen der Grenzdivision 2 führte Jeanmaire u.a. das Kommando des Inf Rgt 46. Dadurch hatte er praktisch Einblick in das ganze Dispositiv der erweiterten Grenzdivision 2. Gibt es Anhaltspunkte, dass er dieses Dispositiv verraten hat ?

Hr. Div Feldmann: Anhaltspunkte liegen keine vor, vielmehr beteuert Jeanmaire immer wieder, dass er keine operativen Vorbereitungen verraten habe. Aus der "La Suisse" - die er zu lesen bekommt - hat er mir einen Artikel über eine Reihe von Punkten, die er laut Journalisten-Hypothese verraten haben soll, vorgelesen; darin erwähnt waren Sprengobjekte, Festungen, Mobilmachungsplatz-Standorte etc. Er versicherte mir, dies alles nicht

GEHEIM

verraten zu haben. Diese Aeusserungen eines fragwürdigen Menschen gebe ich ohne Kommentar weiter.

Hr. SR Egli: Gewisse geheime Akten beziehen sich nur auf eine bestimmte Uebung; daraus entsteht dann der Eindruck einer Geheimakten-Inflation.- Jeanmaire soll als Gast noch an einer Schlussbesprechung nach einer operativen Uebung teilgenommen haben. Kommt es gelegentlich vor, dass pensionierte Offiziere zugezogen werden oder war er besonders interessiert, daran teilzunehmen ?

Hr. Div Feldmann: Es handelt sich um Routine-Einladungen; es ist üblich, die höhern Stabsoffiziere im Ruhestand zu solchen Uebungen einzuladen.

Hr. Bratschi: Ich stelle fest: Hinsichtlich Zivil- und Luftschutz wurde alles verraten, ebenso die Grundsätze der Mobilmachung. Wie weit der Verrat bei der operativen Planung geht, ist ungewiss. Sicher ist, dass gewisse Berichte der Militärattachés über fremde Länder weitergegeben wurden.- Gesamthaft gesehen qualifiziere ich diesen Verrat als sehr schwer. Kann Herr Div Feldmann dieser Feststellung zustimmen ?

Jeanmaire hatte offenbar im Jahre 1972 Zutritt zu den streng geheimen Akten. Warum erst 1972, nachdem er bereits 1968 zum Chef der Luftschutztruppen und zum Brigadier befördert worden war ?

Hr. Div Feldmann: Zu Punkt 1: Subjektiv handelt es sich um einen schweren Verrat mit schweren Auswirkungen auf die Landesverteidigung. Die Auffassung, dass schwerer Schaden für die Landesverteidigung entstanden ist, möchte ich nicht unterstützen, wenn nicht mehr verraten wurde, als wir heute wissen.

Zu Frage 2: Die Information, dass Jeanmaire Zutritt zu streng geheimen Akten hatte, scheint auf einer falschen Angabe zu beruhen. Laut dem zitierten Schreiben wurde nach Ueberprüfung festgestellt, dass er nie Zugang zu streng geheimen Akten hatte.

Hr. Eggenberg: Jeanmaire weiss, dass er straffällig ist. Er wurde mit der Verhaftung überrumpelt und nahm an, dass alles bekannt sei. Heute gibt er alle diejenigen Punkte, bei denen er merkt, dass man ihm nichts beweisen kann, die aber besonders ins Gewicht fallen würden (Aufmarschpläne, Standorte etc.), nicht zu. Es ist Sache des Gerichtes zu entscheiden, wie Tatsachen und Vermutungen zu ahnden sind. Aufgabe unserer Arbeitsgruppe ist es aber, die möglichen Folgen eines totalen Verrates abzuklären. Wir müssen von der Voraussetzung ausgehen, dass auch die wichtigeren Punkte verraten wurden. Dies führt schlagartig zum Begriff "schwer". Dazu kommen die rechtlich schwer fassbaren moralischen Auswirkungen auf die Milizarmee. Auch mit dieser Frage

GEHEIM

werden wir uns auseinanderzusetzen haben. Ich glaube, dass von bestimmten Gruppen ganz bewusst am Vertrauen in die Führungsqualitäten der Offiziere gerüttelt und Misstrauen gesät wird unter Hinweis auf den Verrat Jeanmaires. Dies ist strafrechtlich nicht fassbar, doch müssen wir uns bewusst sein, dass der grosse Schaden nicht nur im Landesverrat an sich liegt, sondern darin, dass das Vertrauen in die Schlagkraft unserer Armee untergraben wird.

Neben dem von Jeanmaire zugegebenen Verrat muss auch mitberücksichtigt werden, zu welchen Akten er Zugang hatte; dadurch wird der Umfang des möglichen Verrates wesentlich grösser. Das Gericht stützt sich auf die Zugeständnisse Jeanmaires, wir aber müssen die Auswirkungen von der pessimistischsten Seite aus betrachten und entsprechende Schlussfolgerungen daraus ziehen.

Hr. Div Feldmann: Zusammengefasst lassen sich die Bereiche des Verrates wie folgt umschreiben:

1. Zivilschutz/Luftschutz: Wenn auch praktisch das ganze Kenntnisgut bekanntgegeben wurde, so handelt es sich dabei weitgehend um Angaben, die man sich auch auf anderem Weg beschaffen kann.
2. Angaben über fremde Länder sind insofern weniger interessant, als sie sehr zeitgebunden und rasch überholt sind.
3. Bereich operative Planung: Wenn wir von der negativen Hypothese ausgehen, dass Jeanmaire alles weitergegeben hat, was er irgendwie in Erfahrung bringen konnte, so stehen wir hier vor dem glücklichen Zufall, dass die Planung inzwischen überholt und durch andere Massnahmen ersetzt wurde. Die grossen Abwehrräume können natürlich nicht geändert werden, sie sind aber auch aus der Schweizerkarte ersichtlich.
4. Der Verrat im Mobilmachungsbereich ist ungewiss. Hier wäre das Prädikat "schwer" am Platz im Hinblick auf alles, was Jeanmaire gestanden hat. Sollte er zudem den ihm zugänglichen sog. Mobilmachungskatalog mit allen Standorten und Korps-sammelplätzen verraten haben, dann sieht die Sache wesentlich schlimmer aus.

Zur psychologischen Auswirkung: Im September 1976 war ich noch als Regimentskommandant im Wiederholungskurs und besprach im Kadervorkurs mit den Offizieren den Verrat Jeanmaires, um für die Aussprache mit der Truppe gewisse Grundlinien festzulegen. Dabei gingen wir von zwei Ueberlegungen aus: jeder Offizier hat sein eigenes Gewissen; man darf aus dem Fall Jeanmaire nicht eine Sippenhaftung ableiten.- Es darf nicht geduldet werden, dass im Militärdienst einwandfreie Arbeitsleistung abgelehnt wird, weil ein hoher Offizier zum Verräter geworden ist.- Wir hatten während

des WK sozusagen keine Schwierigkeiten im Zusammenhang mit dem Fall Jeanmaire; im Gegenteil erhielten wir viele Beileidsbekundungen von Seiten von Zivilisten, die sich bewusst waren, dass unser Stand als Offiziere erschwert wurde.

M. Riesen: Vous nous avez dit que Jeanmaire avait pratiquement tout livré ce qu'il avait comme connaissances spécifiques sur la protection aérienne sauf les "Standorte". Or, je pense qu'il connaissait les places de stationnement et ses partenaires le savaient certainement. J'ai de la peine à croire qu'il n'ait pas aussi donné ces renseignements, cela me paraît presque impossible.

M. Feldmann: C'est une question d'appréciation. Je pense un peu comme vous et il faut admettre qu'il a aussi donné ces emplacements. Cependant il nie catégoriquement.

M. Riesen: Sur ce point, la négation n'est pas valable et cela ne peut-il pas signifier qu'il fait de même sur d'autres points ?

Hr. Egli-Sursee: Wie steht es um die Geheimhaltung der Drucksachen (Pläne etc.). Werden streng geheime Akten gedruckt oder nur vervielfältigt ? Welche Sicherheitsmassnahmen werden getroffen ?

Hr. Div Feldmann: Streng geheime Akten werden meines Wissens nur vervielfältigt. Der Verteiler ist in der Regel sehr klein. Bei den geheimen Akten gibt es sowohl gedruckte (Reglemente, Vorschriften etc.) wie vervielfältigte Papiere. Die Vorschriften verlangen, dass sog. Zwischenmaterial (Matrizen, Kohlenpapier etc.) genau gleich behandelt wird wie die eigentlichen Geheimdokumente. Die Vorschriften müssen den Leuten, die damit zu tun haben, bekannt sein. Hinsichtlich Personal der EDMZ wird Ihnen der Chef der Bundespolizei Auskunft geben können.

Hr. Egli-Sursee: Es existiert offenbar ein Reglement mit dem Titel "Sowjetische Streitkräfte", das im Besitz unserer Armeeleitung ist. Dieses Reglement war ursprünglich klassifiziert "für dienstlichen Gebrauch". Trifft es zu, dass die russische Botschaft intervenierte und verlangte, dieses Reglement auf eine höhere Geheimhaltungsstufe zu stellen ? Woher kannten sie die niedrige Klassifikation ?

Hr. Div Feldmann: Die offizielle Begründung zur höhern Klassifizierung des Reglementes lautete: "Wir müssen dieses Reglement als geheim klassifizieren, um Sorge zu tragen, dass die andern nicht wissen, was wir über sie wissen." Auch dies ist eine Art Geheimhaltungssystem.

GEHEIM

Hr. Grünig: Welche Rolle hat Frau Jeanmaire gespielt ?

Hr. Div Feldmann: Aus den Protokollen geht hervor, dass man gegenüber Frau Jeanmaire sehr sanft vorgeht im Hinblick auf ihren Gesundheitszustand. Ihre Aussagen sind überaus vage. Es deutet darauf hin, dass sie in der Sache keine Initiative ergriffen hat. Ich habe den einvernehmenden Kommissär gebeten die Frage abzuklären, ob Jeanmaire in der Zeit vor seiner Etablierung in Bern seine Bürokiste mit den Militärakten in Lausanne aufbewahrte. Dies scheint nicht der Fall gewesen zu sein.

Hr. SR Egli: Aus den Akten habe ich entnommen, dass Jeanmaire Zutritt hatte zum "Kriegsbuch". Was versteht man darunter ?

Hr. Div Feldmann: Das Kriegsbuch ist eine Sammlung von Erlassen, die in Zeiten erhöhter Spannungen in Kraft gesetzt werden müssen, z.B. die vorbereiteten Bundesratsbeschlüsse für die Schliessung der Grenze, die Vorschriften über den Neutralitätsschutz. Es enthält geheime Dokumente, u.a. die vorbereitete, allgemein gehaltene Weisung des Bundesrates an den General.

Anhörung von Herrn Dr. Amstein, Chef der Bundespolizei

Hr. Dr. Amstein: Ueber die Organisation der Bundespolizei wird den Mitgliedern ein Organigramm ausgehändigt. Dazu folgende Bemerkungen: Die Bundespolizei (Bupo) ist eine Art Kaderorganisation in engster Zusammenarbeit mit den Kantonen. Die Basisarbeit, d.h. die Arbeit an der Front wird durch die Kantone (Genf, Bern und Zürich) geleistet, wo wir innerhalb der Kantonspolizei Nachrichten- und Spezialdienste haben. Unsere Organisation haben wir auf dem Territorialprinzip aufgebaut, d.h. der Aussendienst mit den Fahndungsleuten, Inspektoren und Kommissären ist unterteilt in Territorialkommissariate. Die Rekrutierung erfolgt ebenfalls in den Kantonen und Städten, was eine grosse Erleichterung darstellt, indem der Kommissär einerseits Verbindungsoffizier der Bupo zu den Kantonen ist, andererseits aber auch seinen Kanton vertritt. Daraus ergibt sich eine Wechselwirkung, die sich ausgezeichnet bewährt hat. Im Aussendienst der Bupo ist einerseits der Leiter der Spionageabwehr tätig, der auch die Ausbildung betreut, und andererseits der Leiter der politischen Polizei (heute hauptsächlich Terrorabwehr). Durch den Fall Jeanmaire ist die Spionageabwehr an die vorderste Front unserer Aufgaben gerückt. Es muss aber festgestellt werden, dass uns in den letzten Jahren vor allem die Terrorabwehr ausserordentlich beschäftigte. Der Aussendienst umfasst heute 25 Mann.

Kommissariat IV: Gemäss den Weisungen des Justiz- und Polizeidepartementes aus dem Jahre 1958 über die Verbindung der Bupo mit dem Ausland sind wir befugt, mit Nachrichten-, Sicherheits- und Polizeidiensten des Auslandes in Verbindung zu treten. Gestützt auf diese Weisungen müssen wir über jede Auskunft, die wir an das Ausland geben, einen Bericht erstellen; alle Berichte und Angaben aus dem Ausland werden filtriert. Für die Erfüllung dieser Aufgaben wurde das Kommissariat IV geschaffen. Die 5 dort Beschäftigten sind nicht Polizeibeamte, sondern von uns selber ausgebildete Beamte.

Der Innendienst umfasst Registratur, Vorauswertung, Personalkarteien, zu bearbeitende Spezialitäten der politischen Polizei oder der Terrorabwehr, Spezialdienst mit Sprengstoffzentrale, wo sämtliche Diebstähle, Funde und Attentate registriert und ausgewertet werden.

Gestützt auf das Organigramm haben wir einen Dienstbefehl ausgearbeitet, der die Pflichten jedes Beamten genau festlegt. Daneben hat jeder noch ein sog. schweizerisches Sachgebiet (ein Mitarbeiter ist z.B. verantwortlich für alle Umtriebe der Russen in der Schweiz). Diese Aufgabe ist in einem Dienstbefehl enthalten und lehnt sich an die jeweiligen Bedürfnisse an.

GEHEIM

Organisation und Rekrutierung erfolgt in engster Zusammenarbeit mit den Kantonen. Eine meiner Hauptaufgaben ist die Verbindung mit den Polizeikommandanten der Kantone und Städte Bern und Zürich.

Hr. Präsident Müller-Luzern: Sie unterstehen zwei Departementen. Bezieht sich das vorliegende Organigramm auf beide ?

Hr. Dr. Amstein: Das Organigramm umfasst nur die Aufgaben des Justiz- und Polizeidepartementes, d.h. der effektiven Bupo. Meine Hauptarbeit liegt in der Funktion als Chef der Bundespolizei. Zeitlich gesehen bin ich wöchentlich ca. 1/2 Tag für das EMD (Abwehr) beschäftigt und den Rest für die Bupo. Dazu kommen Spezialmissionen: Verstärkung der polizeilichen Sicherheitsmassnahmen im allgemeinen, Stabschef des Sonderstabes Geiselnahme etc.

Hr. Bratschi: 1) Wann begann die Untersuchung Jeanmaire ? 2) Wann hat Jeanmaire etwas gestanden ? 3) Wurden seither weitere Einvernahmen durchgeführt ?

Hr. Dr. Amstein: Zu Frage 1: Die ersten vagen Meldungen erhielten wir im Mai 1975. Am 24. Juni 1975 hat der Bundesanwalt ein gerichtspolizeiliches Ermittlungsverfahren eröffnet. Am 15. August 1975 haben wir nach Personen- und Randabklärungen mit der gezielten Ueberwachung begonnen.

Zu Frage 2: Ich habe keine Kenntnis von den Einvernahmen der militärischen Untersuchungen.

Hr. Heimann: Man hat Grund zur Annahme, dass die Bupo von ihren Inspektoren schon recht früh Hinweise erhalten hat, Jeanmaire zu überwachen. Es wurden in diesem Zusammenhang Rapporte erwähnt. Sind Ihnen diese bekannt ?

Hr. Dr. Amstein: Es ist nie ein Rapport gemacht worden, weder von militärischer noch von Polizei-Seite. Am 16. Mai 1975 kamen die ersten vagen Indizien zu uns, einzig mit dem Hinweis auf Spionagetätigkeit eines Offiziers im Zeitraum 1962 - 1964 (ohne Namensnennung und ohne Angabe ob Miliz- oder Instruktionsoffizier). Alle Personaldossiers im EMD wurden durchgeackert.

Hr. Heimann: Bestehen Beziehungen zwischen den Nachrichtendiensten in den Oststaaten und unsern Leuten, die auch Nachrichten beschaffen (Militärattachés) ?

Hr. Dr. Amstein: Wir haben keinerlei Beziehungen zu den Nachrichtendiensten der Oststaaten.

Den Militärattachés geben wir keine Aufträge. Für uns interessante Meldungen der Attachés werden uns durch die UNA übermittelt.

Hr. Heimann: Wird die Bupo auch informiert, wenn sich ausländische Delegationen (Ost- oder Weststaaten) in der Schweiz aufhalten, die beispielsweise offiziell Waffenfabriken besuchen?

Hr. Dr. Amstein: Die Bupo wird nur orientiert, wenn Sicherheitsmassnahmen erforderlich sind. Dies entscheidet der Leiter der schweizerischen Delegation.

M. Aubert: Quel serait, à votre avis, le nombre d'agents nécessaires pour un service de contre-espionnage réellement efficace ?

En matière de contre-espionnage, et non pas en matière de lutte contre le terrorisme, une centralisation plus poussée ne serait-elle pas préférable à ce fédéralisme que nous connaissons, qui vous oblige à travailler avec des éléments de polices cantonales qui sont eux-mêmes surchargés et qui se préoccupent beaucoup plus souvent de leurs problèmes cantonaux ou locaux que ceux fédéraux ?

Hr. Dr. Amstein: Wir haben uns nicht nur anlässlich des Falles Jeanmaire, sondern schon früher Gedanken gemacht, wie die Abwehr verstärkt werden könnte. Persönlich bin ich ein Gegner eines aufgeblasenen eidg. Bundespolizeikorps, weil m.E. 200 oder 300 Mann wegen mangelnder Ortskenntnis oder mangelnder Verbindung an der Front nicht viel weiter kommen würden. Wichtig wäre eine Verstärkung an der Front; wir plädieren bei den Polizeikommandanten der Kantone immer wieder für eine Verstärkung der Nachrichtendienste. Diese müssten von allen andern Aufgaben entbunden werden und nur für die Haupttätigkeit im Sektor Spionage- und Terrorabwehr zur Verfügung stehen. In einigen Fällen ist dies gelungen (Genf, Waadt, Bern und Zürich); wir verfügen dort über ansehnliche Nachrichtendienste, die uns für die Ueberwachung zur Verfügung stehen. Andererseits sollte auch die Bupo angemessen verstärkt werden. Wir empfinden es als Mangel, dass wir beispielsweise nicht die Möglichkeit haben, die kantonalen Nachrichtendienste zentral auszubilden. Es fehlt das nötige Personal. Wir haben diese Aufgabe dem Leiter der Spionageabwehr zugeteilt, doch ist er damit überfordert. Wir müssen einen Weg finden, um die Ausbildung einer andern Stelle zu übergeben.

Geprüft wurde auch die Frage, ob man vom Territorialprinzip abgehen und zum Sachprinzip übergehen sollte, z.B. ein Büro für Ostspionage mit Untersektionen, ein Büro Terror und ein Büro politische Polizei. Ich bin persönlich ein Gegner dieser Sachgebiete, weil dadurch der Kontakt mit den Kantonen verloren ginge.

Eine Lücke besteht in der Auswertung. Gewisse eingehende Meldungen können unter Umständen nicht so behandelt werden, wie wir dies gerne tun möchten.

GEHEIM

Zusammenfassend lautet meine Idee: Keine grosse, überbordende Bundespolizei, die selbst alle Ueberwachungen übernehmen würde, sondern ein Verbleiben auf der Basis Staat und Kanton, unter Verstärkung der Frontarbeit; bei der Bupo angemessene Verstärkung der Leitungs- und Sachfunktionen.

Hr. Präsident Müller-Luzern: Fehlen z.T. nicht auch die technischen Mittel (Abhörenanlagen, Funkermittlungsanlagen etc.) ?

Hr. Dr. Amstein: Für die Verstärkung der Funkabwehr haben wir im Voranschlag 1977 einen gewissen Betrag eingesetzt. Bei der PTT wird uns ein Apparat für die Funkabwehr und das Abhören zur Verfügung gestellt. Dafür müssen wir aber bezahlen. Die Finanzverwaltung hat uns den verlangten Kredit um die Hälfte gekürzt. Hier muss aber auch erwähnt werden, dass kein einziger Fall nur gestützt auf die Funkabwehr ermittelt wurde. Ist ein Fall aufgedeckt worden, so kann es wichtig sein zu wissen, ob ein Funkverkehr stattgefunden hat oder nicht. Hier arbeiten wir mit der PTT zusammen.

Hr. Tschumi: Werden die Empfänge auf den Botschaften in Bern gemeldet und haben Sie jeweils Auftrag, diese zu überwachen ? Wenn ja, können gewisse Feststellungen gemacht werden ?

Hr. Dr. Amstein: Bei den grossen Festivitäten der Ostblock-Staaten (Nationalfeiertage) wird ein Nachrichtendienst aufgebaut, d.h. wir erfahren, wer dort anwesend war. Wenn wir feststellen, dass gewisse Personen dort vertreten waren, erkundigen wir uns beispielsweise beim EMD, ob der Betreffende eine Bewilligung hatte. Trifft dies zu, so ist der Fall für uns erledigt. Hatte der Betreffende aber keine Bewilligung, so wird der Fall weiter verfolgt. Von Seiten des EMD bestehen Vorschriften, die je nach Generalstabschef mehr oder weniger large gehandhabt werden.

Hr. Bratschi: Wie sind die Stärkeverhältnisse der Spionagedienste in der Schweiz von östlicher und westlicher Seite, und wieviele Leute unserer Spionageabwehr stehen dem gegenüber ?

Hr. Dr. Amstein: Wir führen eine Statistik über die erkannten, gemeldeten oder verdächtigen Nachrichtendienstoffiziere des Ostens in der Schweiz. Es sind ca. 140 - 145. Auch die westlichen Staaten haben Nachrichtendienstoffiziere in der Schweiz. Für uns zählt das Kriterium, ob einer unerlaubt tätig wird oder nicht. Mit den westlichen Nachrichtendiensten hatten wir seit der Krise Frankreich/Algerien, als wir Diplomaten ausweisen mussten, keine Schwierigkeiten mehr. Wenn ein neuer Nachrichtendienstoffizier in die Schweiz kommt, wird er von mir gestützt auf die Weisungen aus dem Jahre 1958 orientiert; ich erkläre ihm, dass er sich bei

GEHEIM

irgendwelchen Begehren, die die Schweiz betreffen, an mich zu wenden habe. Mit den westlichen Staaten hat dies bis jetzt geklappt. Der Westen ist gegenwärtig bei uns mit 8 - 10 Leuten vertreten gegenüber 140 - 145 aus dem Osten. Unser Potential ist auf der einen Seite die Bupo mit den Fahndungsbeamten (25 Personen) und in den Kantonen ca. 150 - 160 Mann. Der Sicherheitsdienst der Armee ist eine Schattenorganisation; durch den Bundesratsbeschluss über den Sicherheitsdienst haben wir die Möglichkeit, Leute dafür aufzubieten.

GEHEIMAnhörung von Herrn Bundespräsident Furgler

Hr. Präsident Müller-Luzern: Im Verlaufe der Hearings wurden einige Kritiken laut an der Effizienz der Bundespolizei.

Hr. Bundespräsident Furgler: Art. 102, Ziff. 9 und 10 BV verpflichten den Bundesrat, die innere und äussere Sicherheit des Staates zu gewährleisten. Bei der Wertung der Aufgaben der Bundespolizei ist zu unterscheiden zwischen dem, was wir nach Verfassung und Gesetz zum Schutze unserer Bürger tun können, ohne zu polizeistaatlichen Massnahmen zu greifen, und dem, was jede einzelne Verwaltungsabteilung an Selbstschutz erwirken muss, ohne Polit-Kommissare einzustellen. Auf den Fall Jeanmaire bezogen heisst das: es gibt zwei Möglichkeiten, einen Verräter zu stellen: Anstellung von Polit-Kommissaren, gemäss den Methoden des Ostblocks und Staaten mit Rechtsdiktaturen, oder Auftrag an jeden einzelnen Verwaltungszweig, "lusche" Personen frühmöglichst feststellen zu helfen.

(Auf Fragen des Präsidenten)

1. Die Personalunion "Chef Abwehr Militär" und "Chef Bundespolizei" ist nach der Dubois-Affäre eingeführt worden. Herr Amstein als direkt Unterstellter des Bundesanwaltes und Leiter der Bupo ist gleichzeitig Stellvertreter von Herrn Weidenmann in der Unterabteilung Nachrichten und Abwehr des EMD (UNA). Das bedeutet nicht, dass der Chef Bupo auch sämtliche Kontrollen in sämtlichen Departementen leitet. Hätte dies zu geschehen, müsste der Bestand der Bupo wesentlich vergrössert und der Bupo das Recht eingeräumt werden, in jedem Departement Kontrollen durchzuführen. Das Pflichtenheft überträgt dem Chef der Bupo die Leitung der Sektion Geheimhaltung, des Armee-Sicherheitsdienstes und der Heerespolizei. Bezüglich Geheimhaltung verweise ich auf die Beantwortung der Interpellationen beider Räte, worin ich u.a. ausführte, die Kunst der Führung bestehe darin, möglichst wenig Geheimnisträger zu ernennen. Dies wird durch die Milizorganisation erschwert, und es gilt, bei jeder Aufgabe abzuklären, wieviele Geheimnisträger jeweils erforderlich sind. Die Sektion Geheimhaltung ist wesentlich verbessert worden; sie funktioniert befriedigend. Im Kontrollmechanismus sind Verbesserungen möglich: So müsste, wer mit Geheimakten befasst ist, sich Ueberprüfungen gefallen lassen. Der Sicherheitsdienst der Armee ergibt für die Frage nach der Verantwortung des Chefs Bupo keine Diskussionsgrundlage, ebenso wenig die Heerespolizei.

Im Nachrichtenwesen gibt es drei Kanäle: Militär, Aussenpolitik, Bundespolizei. Aus diesen Kanälen muss möglichst viel gutes Material, sinnvoll gesichtet, einer Zentrale zuge-

leitet werden. Der Auslandsnachrichtendienst ist heute relativ dicht; was er hervorbringt, liesse sich allerdings bis zu etwa 80 % auch aus guten Zeitungen herauslesen. Im Unterschied zu den Pakt-Staaten (NATO, Warschauer-Pakt) hat die Schweiz keinen offensiven Nachrichtendienst, d.h. wir unterhalten keine Spionagenetze im Ausland. Unser Nachrichtendienst, vor allem der hervorragende arbeitende Truppennachrichtendienst hat vorbereitenden Charakter (Sicherstellung der operativen Möglichkeiten in Krisen- und Kriegszeiten). Dort, wo Militärattachés akkreditiert sind, fliesst auch durch diesen Kanal einiges. Ob mehr fließen könnte, ist eine der Fragen, die zur Zeit geprüft werden. Der dritte Kanal ist die Bundespolizei bzw. Bundesanwaltschaft. Ihre Arbeit sei an einem Beispiel illustriert: In Genf fließen sehr breite Nachrichtenströme zusammen, dementsprechend gross ist auch die Nachrichtenflut. Es gilt daher, rigoros zu selektionieren und unsere Leute möglichst effizient einzusetzen. Die Aufgabe wird gegenwärtig von 200 Personen bewältigt. Wäre der Bestand grösser, könnten mehr Filatüren gemacht werden. Dasselbe gilt für die Funkabwehr. M.a. W.: dieser Kanal bringt respektable Erträge, er kann aber noch ausgebaut werden.

Zusammenfassend: Die Doppelfunktion ist vertretbar, die Koordination muss sichergestellt sein. Die Funktion des Chefs der Bupo als stellvertretender UNA-Chef darf nicht verwechselt werden mit einer totalen Uebernahme der Verantwortlichkeiten für Abwehrfragen in sämtlichen Departementen. Verbesserungsmöglichkeiten bezüglich Bupo werden zur Zeit studiert. Ob sich daran Anträge ans Parlament anschliessen werden, kann zur Stunde noch nicht gesagt werden.

2. Bessere Abklärung der Sicherheit verantwortlicher Personen: Wer in eine verantwortungsvolle Stellung eintritt, müsste sich m.E. auf seine Sicherheit prüfen lassen. Das hat mit Schnüffelei nichts zu tun. Entwürfe für Sicherheitsbeurteilungen im Sinne von Personalabklärungen liegen vor. Eine Verbesserung der Ueberprüfung persönlicher Kontakte in gewissen Bereichen kann in einer Verordnung grundgelegt werden, ebenfalls die Meldedienstpflicht für Auslandsreisen von Geheimnisträgern. Ferner sollte strenger als bisher festgehalten werden, wer wohin eingeladen wird (Meldepflicht, Rapport an den Vorgesetzten zuhanden des Chefs UNA).
3. Die Bupo leistet gute Arbeit. Der Antrag ans Parlament um eine Erhöhung des Personalbestandes war schon vor dem Fall Jeanmaire angemeldet; wünschbar ist auch eine materielle Verstärkung (Ausbau der Funkabwehr).

4. Aufblähung der Botschaften des Ostblocks: Tatsache ist, dass sich ein gewisser Teil des Botschaftspersonals intensiver als nötig mit dem Nachrichtendienst befasst. In Extremfällen haben wir des öfters protestiert bzw. gewisse, als KGB-Leute identifizierte Personen nicht akkreditiert. Andererseits können wir nicht rigoros ausweisen, weil die Ausgewiesenen ersetzt würden durch Leute, die wir erst wieder "testen" müssten. Deshalb: Wachsam sein, den betreffenden Staaten zeigen, dass wir die Lage überblicken, Extremfälle sofort eliminieren, in andern Fällen einen möglichst hohen Abwehreffekt erzielen. Im übrigen gibt es nicht nur in den Botschaften der Oststaaten grosse Personalbestände, auch Botschaften wie die der USA sind gut ausgebaut.

(Auf eine Frage von Herrn Luder)

Der Bundesrat hat sich eingehend mit dem Artikel in der sowjetischen "Literaturnaja Gazeta" befasst, der merkwürdigerweise auch auf Ihre heutige Sitzung hinweist. Moskau schätzt es offenbar wenig, dass in wenigen Monaten ein Urteil gesprochen wird, in dem eine Person wegen Verrats zugunsten der UdSSR eine massive Strafe erhält. Insofern soll der Artikel präventiv wirken; gleichzeitig wird die Gelegenheit benützt, den westlichen Nachrichtendiensten eine Art Dolchstosslegende zu unterschieben, sich gewissermassen für die nicht wenigen Ausweisungen russischer Diplomaten aus westlichen Staaten zu rächen. Fällt das Strafmass für Jeanmaire hoch aus, wird die Lesart Moskaus sein: Verschwörung gegen die UdSSR, Bekämpfung der Entspannungspolitik usw. Moskau hoffte ferner (vergeblich) auf eine Stellungnahme des Bundesrates, d.h. auf einen Hinweis, aus dem sich die Quelle des "Tips" eruieren liesse, denn diese kennt Moskau nicht.

Hr. Heimann: Wenn gesagt wird, auch die westlichen Botschaften seien gut dotiert, so besteht der Unterschied darin, dass das diplomatische Personal sich im Westen praktisch uneingeschränkt bewegen kann, im Osten dagegen nicht. Weshalb ist es nicht möglich, östliche Diplomaten ebenfalls in ihrer Bewegungsfreiheit einzuschränken?

Fraglich ist, ob man angesichts eines gewissen Debakels im Sicherheitsdienst sich damit begnügen könne, auf die fehlenden finanziellen Mittel hinzuweisen. Es ist Sache des Bundesrates, Prioritäten zu setzen.

Könnten Sie, Herr Bundespräsident, heute, da sich das Ver-ratspotential Jeanmaires offenbar als geringer erweist als ursprünglich angenommen, dem Parlament noch dieselbe Erklärung abgeben?

Hr. Bundespräsident Furgler: Ich lasse die Frage offen, welche Auswirkungen Retorsionsmassnahmen auf unsere Beziehungen zum Ostblock haben würden. Bezüglich Aussenpolitik erscheint es

mir sehr wichtig, möglichst viele Pfeile im Köcher zu haben. Ein Hinauswurf der 145 inkriminierten Personen ist aus den erwähnten Gründen nicht opportun, eine Limitierung verstiesse gegen internationale Abmachungen.

Der Fall Jeanmaire offenbart kein Debakel im Sicherheitsdienst, sofern Sie unter Sicherheitsdienst die Bundespolizei verstehen. Das zeigt ein Vergleich mit ausländischen Sicherheitsdiensten, die weit höher dotiert sind: Harry Gold wurde 11 Jahre gesucht, Klaus Fuchs 7 Jahre, Abel 9 Jahre, George Buck 19 Jahre, Wennerström 14 Jahre, Guillaume 16 1/2 Jahre usw. Hinzuweisen ist auf den Unterschied zwischen Spionagetätigkeit und "klassischer" Verratstätigkeit. Ein Verräter kann relativ mühelos jahrelang unter uns leben! Unsere Staatsform basiert auf dem Vertrauen, im Gegensatz zum Polizeistaat, und im Fall Jeanmaire hat ein absolut unwürdiger Offizier sein Land verraten. Welche Möglichkeiten bestehen, solches in Grenzen zu halten, habe ich bereits dargetan.- Bei der Forderung nach Erhöhung des Bupo-Personals ist zu bedenken, dass nicht jeder für eine solche Aufgabe in Frage kommt. Abklärungen über Verschiebungen innerhalb des Justiz- und Polizeidepartementes sind im Gange.

Meine Rede im Parlament wäre heute auch materiell gerechtfertigt, denn die Nuancierungen, die jetzt zum Tatbestand vorgebracht werden, erscheinen mir äusserst fragwürdig: der Verrat von Kriegsmobilmachungsakten ist an sich bereits schwerwiegend, ungeachtet dessen, ob Aenderungen daran im Gange sind.

(Auf Fragen der HH. Egli, Bratschi, Müller-Luzern)

Vergleichbare Verratsfälle, die nicht verfolgt werden konnten, sind keine bekannt.

Der Bundesrat ist der Ansicht, dass die militärpolitische Lage in Europa durch den Fall Jeanmaire nicht verändert worden ist. Da keinerlei Absprachen mit der NATO, auch nicht in bezug auf den Nachrichtenaustausch, bestehen, brauchen weder die Schweiz noch die NATO ihre Verteidigungsanstrengungen wegen eines Verrates in irgendeiner Weise zu ändern. Ich vermute, dass jeder Verrat allseits sofort die Frage aufwirft: Was kann verraten worden sein; entstehen dadurch Lücken, die für den Fall einer aktualisierten Bedrohung geradezu provozierend wirken usw. ? Es ist normal, dass jeder Verrat, der aus einem Nachbarstaat bekannt wird, gewertet wird. Auch die Schweiz müsste allfällige Veränderungen im NATO-Bereich berücksichtigen. Es gibt keine Anzeichen für Erschwernisse als Folge der Affäre Jeanmaire. Der Nachrichtenfluss im technischen Bereich ist nicht unterbrochen. Dass die TIGER-Kompensationsgeschäfte eher stockend anlaufen, hat mit dem Fall Jeanmaire nichts zu tun.

M. Aubert: Nous sommes tous conscients que nous nous trouvons en présence d'un cas de trahison et non pas d'espionnage. L'efficacité de nos services de contre-espionnage ne peut donc pas être mise en cause au travers de l'affaire Jeanmaire. Toutefois, vous reconnaissez également que des améliorations pourraient être apportées à ce service. Ne pensez-vous dès lors pas que le moment paraît tout à fait indiqué pour solliciter officiellement les moyens nécessaires, destinés à compléter notre service de contre-espionnage, avant qu'il ne soit trop tard ? La sauvegarde de notre sécurité nationale est en jeu.

M. Furgler: Il est évident qu'en augmentant les effectifs du service de contre-espionnage, on obtiendrait un rendement supérieur. Je voudrais pourtant éviter de donner au public l'impression que ce service fonctionne mal actuellement, car ce serait faux. Même en doublant l'effectif, nous n'aurions aucune garantie qu'un nouveau cas n'apparaisse au cours de ces prochaines années. Les chiffres sont toujours relatifs. Une distinction claire et nette doit être faite entre le service de contre-espionnage et cette affaire de trahison.

Le problème des conséquences se pose néanmoins. Puisque nous avons constaté qu'il serait souhaitable d'augmenter l'efficacité de notre service de contre-espionnage, surtout dans le monde où nous vivons actuellement, alors pourquoi ne pas demander les moyens nécessaires ? Le moment me paraît aussi tout à fait idéal.

Hr. Egli-Sursee:

1. Laut Herrn Walder hatten zwischen der Bundesanwaltschaft und dem Chef Bupo gewisse Spannungen bestanden. Trifft dies heute noch zu ?
2. Wie spielt die Zusammenarbeit JPD/EPD ? Unter welchen Voraussetzungen kann das EPD von seinem Veto-Recht bei Ausweisungen Gebrauch machen ?
3. Können die ausländischen Vertretungen in der Schweiz alle Botschaften und Publikationen des Bundesrates beziehen ?

Hr. Bundespräsident Furgler:

1. Zur Äusserung von Herrn Walder (vgl. Protokoll der Sitzung vom 13./14.1.77, Seite 36): Da der Chef Bupo dem Bundesanwalt unterstellt ist, hat letzterer die Möglichkeit, einen unbefriedigenden Zustand zu korrigieren. Herr Walder hob das Positive an Herrn Amstein hervor. Die beiden sind im Habitus verschieden: Herr Walder bewahrte sich bis in die technischen Details des Abhörverfahrens hinein eine intellektuelle Neugier, die ihn zu einem ausgezeichneten Kriminalisten werden liess. Herr Amstein als ein guter "Polizeier" war dazu eine recht gute Ergänzung. Dass es aufgrund des unterschiedlichen Habitus gelegentlich Friktionen gab, ist normal und darf nicht zur

GEHEIM

Annahme verleiten, die Zusammenarbeit habe grundsätzlich nicht geklappt.- Ich behalte mir vor zu prüfen, ob dem Chef Bupo infolge seiner Doppelfunktion eine zu grosse Aufgabe zugemutet werde. Das Verhältnis zwischen Herrn Gerber und Herrn Amstein ist gut; gelegentliche Frequenzschwierigkeiten liegen im normalen Rahmen.

2. Jeder Spionagefall birgt eine aussenpolitische Komponente in sich. Eine Ausweisung kann nur nach den Prinzipien des Kollegialsystems erfolgen. Was Herr Walder - zu apodiktisch - mit "Veto-Recht" umschrieb, ist das Ringen des Bundesrates um die Art der Bekanntmachung eines solchen Tatbestandes. Ein eigentliches Veto-Recht besitzt das EPD nicht.
3. Das Bundesblatt enthält viele Informationen, insbesondere auch die Botschaften des Bundesrates an die Bundesversammlung. Diese können sich die ausländischen Vertretungen ohne weiteres beschaffen, mit Ausnahme der geheimen Teile.

Zu Herrn Präsident Müller-Luzern (Fall Wolf alias Kälin):

Aufgrund des heutigen Ermittlungsstandes kann nicht gesagt werden, ob und unter welchen Umständen der ursprüngliche Namens-träger lebt.

Anhörung von Herrn Bundesrat GnägiZum Artikel von P. Amstutz im "Berner Tagblatt"

Hr. Bundesrat Gnägi: Am Tage nach der Publikation der Reportage von P. Amstutz habe ich

- a) den Nachrichtenchef beauftragt, die angebliche Behauptung des deutschen Generals abzuklären, und
- b) P. Amstutz zu mir bestellt und ihm erklärt, der Titel "Jeanmaire - da steckt noch viel mehr dahinter.." könne nicht akzeptiert werden und der Abschnitt "Auch NATO geschädigt" sei geradezu lebensgefährlich. In der Wochen- ausgabe sind der Titel abgeändert und die Aussagen des deutschen Generals weggelassen worden.

Der deutsche Brigadegeneral Scherer liess mir folgende Stellungnahme zukommen:

"... Heute übersende ich Ihnen erneut einen Artikel von Peter Umsturz (sic!) aus Bern, erschienen in der "Hannoverschen Allgemeinen Zeitung" vom 25.1.77, in dem ich zur Angelegenheit des Generals Jeanmaire zitiert wurde mit der (...) angeblichen Behauptung einer unzulänglichen schweizerischen Sicherung von Kooperationsunterlagen mit NATO-Staaten. Ich kann nur feststellen: das muss eine provokative Desinformation gegnerischer Nachrichtendienste des Sowjetblocks sein oder übelwollender Journalismus mit bewusstem Verleumdungscharakter. Ich darf Ihnen versichern, dass ich mich zu keiner Zeit in dieser Weise geäußert habe, weder gegenüber der "Hannoverschen Allgemeinen Zeitung" noch öffentlich noch in einem internen Kreis. Ich werde die Zeitung in Hannover unterrichten lassen, ich hätte solche Kommentare auch niemals abgeben können, weil mir keine Erkenntnisse solcher Art vorliegen. Gegenwärtig bin ich nicht in der Lage, den Ursprung der mir zugeschriebenen Aeusserung festzustellen. Sollte ich jedoch Erkenntnisse hierüber haben, werde ich sie Ihnen gerne mitteilen. Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie dieses Schreiben (...) dem Leiter der Abteilung Abwehr, Herrn Dr. Amstein, zur Kenntnis bringen würden."

Die vom "Berner Tagblatt" verlangte Berichtigung ist heute noch nicht erschienen, weshalb das EMD demnächst eine Richtigstellung veröffentlichen wird.

Zur Beförderungspraxis

Hr. Müller-Balsthal: Wie stark ist heute der Einfluss der Kantone auf Beförderungen in Generalsrängen? Wird auch dort Einfluss genommen, wo die Qualifikationen der Anwärter nicht ausreichen?

Hr. Bundesrat Gnägi: Interventionen - nicht nur seitens der Kantonsregierungen - sind normal, können aber nicht berücksichtigt werden. Die heutige Beförderungspraxis ist Ihnen bekannt, Verbesserungen sind kaum mehr möglich. Aus den Planungsgrundlagen sind die Mutationen bis 1985 ersichtlich.

Hr. Heimann: Die Kantone interessieren sich aus verständlichen Gründen für die Beförderungen, da es ja um ihre Truppen geht. Unverständlich ist mir dagegen, dass aufgrund solcher Interventionen - oder um ihnen zuvorzukommen - Offiziere befördert werden, um die Kantone zufrieden zu stellen.

Hr. Bundesrat Gnägi: Es stimmt, dass in bezug auf den neuen Kommandanten des GAK 3 politische und regionale Überlegungen im Spiele waren.

Hr. Bratschi: Stimmt es, dass das heutige Beförderungssystem in dem Sinne verbessert wurde, dass der KML nun auch die Personaldossiers zur Verfügung stehen? Weshalb fehlt das Personaldossier Jeanmaires aus den Jahren 1960 - 1968? Die Vorschläge der KML an den Bundesrat enthielten früher praktisch keine Qualifikationen der zu Befördernden. Wie ist es heute? Weshalb werten Sie die Äusserungen von P. Amstutz bezüglich NATO als lebensgefährlich, da doch, wie Herr Bundespräsident Furgler erklärte, keinerlei Absprachen zwischen der Schweiz und der NATO bestehen?

Hr. Bundesrat Gnägi: Die Dossiers Jeanmaire (Infanterie und Luftschutz) sind Ihnen vollständig zur Verfügung gestellt worden. Jeanmaire war eine eigenwillige Persönlichkeit, ich kannte ihn bei seiner Wahl noch nicht persönlich, obwohl ich den Vorschlag unterschrieben habe. Hätte ich bei dieser Beförderung mitdiskutiert, hätte ich auf die Massierung welscher Kandidaten in der gleichen Abteilung hingewiesen, dieweil wir doch eine ganze Reihe von Waffengattungen haben, in denen wir keinen französisch-sprechenden Chef haben. Das Personaldossier Infanterie ist, im Gegensatz zum Dossier Luftschutz, nicht sehr gut. Letzteres ist ausgezeichnet. Herr Münch war froh, einen qualifizierten Instruktionsoffizier zu erhalten. Folletête urteilte vorsichtiger. Aber jedermann billigte Jeanmaire zu, dass er auf dem Gebiete des Luftschutzes etwas verstand und der einzige war, der für eine Beförderung in Frage kam.

GEHEIM

Den Ausführungen von Herrn Direktor Kaech über die Beratungen in der KML (vgl. Protokoll vom 13./14.1.77, Seite 11 ff) habe ich nur beizufügen, dass sich in Zukunft jeder höhere Kommandant einer gesundheitlichen Untersuchung unterziehen muss.

Jeanmaire habe ich als impulsiven Truppenführer kennen gelernt. 1972 habe ich in der KML erklärt, Jeanmaire werde auf Ende 1972 ersetzt, weil ich annahm, er unterstehe der Rechtsstellungsverordnung (Demission im Alter von 62 Jahren). Als sich herausstellte, dass Jeanmaire Beamter war, beauftragte ich Generalstabschef Vischer, Jeanmaire zu fragen, ob er bereit sei, sein Kommando zur Verfügung zu stellen. Jeanmaire hatte gute Sachkenntnisse, konnte seine Leute begeistern, hatte aber auch Schwächen. Jeanmaire wollte nicht zurücktreten, die Einleitung eines Abberufungsverfahrens war nicht möglich; mit einem solchen Begehren wäre ich nicht durchgedrungen.

Seit zwei Jahren erhält der Bundesrat auch den Dienstetat, und der Chef des EMD orientiert seine Kollegen heute viel ausführlicher nach dem Protokoll der KML-Sitzungen, in denen die Fähigkeitszeugnisse der zu Befördernden ausgestellt werden. Ich habe es nur einmal erlebt, dass der Bundesrat einen von mir vorgeschlagenen Kandidaten nicht akzeptierte (es ging dabei um die Nachfolge von Brigadier Lohner). Wenn der Bundesrat einen von der KML vorgeschlagenen Kandidaten nicht wählen will, so muss der Departementschef die KML orientieren und die Ausstellung eines Fähigkeitszeugnisses für einen andern Kandidaten beantragen. Bei der Uebernahme des EMD habe ich darauf insistiert, dass alle höhern Kommandanten vor Mitte des Jahres ernannt werden, damit in der zweiten Jahreshälfte die Nachfolge-Mutationen vorgenommen werden können.

NATO: Als neutraler Staat dürfen und können wir keine Verbindungen mit internationalen Organisationen mit Verteidigungscharakter haben. Deshalb wertete ich den Abschnitt über die NATO im Artikel von P. Amstutz als sehr gefährlich. Es gibt keine Absprachen mit solchen Organisationen.

Hr. Präsident Müller-Luzern: Es wird behauptet, Bundesrat Chaudet habe mit aller Vehemenz eine Beförderung Jeanmaires abgelehnt, Bundesrat Celio habe die Beförderung durchgesetzt und Bundesrat Gnägi diese sanktioniert.

Hr. Bundesrat Gnägi: Jeanmaire wurde von Bundesrat Chaudet nicht abgelehnt, als es darum ging, ihn zum Chef der Sektion Luftschutz zu befördern. Was nachher kam, war die Beförderung Jeanmaires zum Brigadier aufgrund der neuen Organisation.

Hr. Bratschi: Das Personaldossier aus den kritischen Jahren, insbesondere die Qualifikationen als Kommandant von Offiziersschulen, fehlt.

GEHEIM

Hr. Müller-Balsthal präzisiert: Instruktionsoffiziere werden einmal pro Jahr qualifiziert. Diese Qualifikationen sind im Dossier enthalten. Hingegen sind die Angaben aus den Jahren 1956-1960 und 1960-1968 nicht vollständig.

Hr. Bundesrat Gnägi: Meiner Meinung nach ist das Dossier vollständig.

M. Riesen: Les promotions militaires se font actuellement selon un système trop basé sur la cooptation. Les officiers supérieurs choisissent eux-mêmes leurs propres successeurs. Je me demande si cette formule est vraiment la meilleure et si nous ne devrions pas chercher des variantes.

Dans l'industrie par exemple, il n'est pas rare qu'une place soit mise au concours. Pourquoi la possibilité ne pourrait-elle pas être donnée à tous les officiers de s'inscrire pour un poste à repourvoir? Cela n'empêcherait pas la Commission de défense militaire de se prononcer en fin de compte, mais sans droit de veto.

Hr. Bundesrat Gnägi: Eine Ausschreibung ist nicht nötig, weil die Interessenten ja bekannt sind. Im übrigen ist es im EMD wie in der Privatindustrie: für die Wahl eines Vizedirektors oder Abteilungsleiters stellt der betreffende Direktor den Antrag und nicht ein aussenstehendes Gremium. Was Sie wollen - und hier bitte ich um Ihre Unterstützung - ist, dass wir bei solchen Nominationen frei von parteipolitischen Einflüssen und massiven Interventionen entscheiden können.

Hr. Heimann: Der Departementsvorsteher hat auf die weitsichtige Planung hingewiesen. Wie erklärt er sich folgenden Tatbestand: In einem Beschlussprotokoll der KML vom 1. März 1976 steht: Kdt Grenzdivision 7: Divisionär Blocher steht im 8. Kommandojahr, wünscht bis Ende 1977 im Kommando zu verbleiben; zur Zeit keine angemessene anderweitige Verwendung in Sicht; höchstens Nachfolge Div Roost (der dem Ausbildungschef zugeteilt ist). Am 5. April 1976 heisst es: Neuer Kommandant FAK 4: Divisionär Blocher, Kdt Grenzdivision 7.

Hr. Bundesrat Gnägi: Normalerweise hat ein Kommandant sein Kommando 4 bis 8 Jahre inne. Div Blocher stand im 8. Jahr. Es wurde ihm die Uebernahme der Territorialzone 4 nahegelegt, was ebenso anspruchsvoll ist wie ein Divisionskommando. Blocher lehnte den Vorschlag ab, obwohl er seinen Status (Rechtstellungsverordnung) hätte beibehalten können. Weitere Möglichkeiten waren entweder Kdt der Zentralschulen oder Nachfolger von Div Roost, wozu später der Ersatz des Kdt des FAK 4 kam. Für dieses hat die KML dann Div Blocher vorgeschlagen.

GEHEIM

Hr. Müller-Balsthal: Heisst das, dass für das FAK 4 ursprünglich ein anderer vorgesehen war ?

Hr. Bundesrat Gnägi: Bei dieser Nomination sind anfänglich auch andere Kandidaturen diskutiert worden.

Hr. Andermatt: Eine Ausschreibung hat nur dann einen Sinn, wenn dadurch die Auswahl besser wird. Hier ist aber die Auswahl gegeben, indem so und so viele Divisionäre zur Verfügung stehen.

Hr. Egli: Heute kennt die KML die Kandidaten - bei Jeanmaire war dies offensichtlich nicht der Fall.

Wie ist das Druckverfahren bei als "geheim" klassifizierten Papieren ?

Hr. Bundesrat Gnägi: Die Sicherheit ist sowohl beim Druck wie beim Versand gewährleistet. Den Druck überwacht ein Mann der Geheimhaltung.

Hr. Präsident Müller-Luzern: Stellen sich bei Doppelbürgern oder Auslandschweizern, die Offizier geworden sind und noch Verwandte im Ausland haben (Ostblock), irgendwelche Sicherheitsprobleme ?

Hr. Bundesrat Gnägi: Mir sind keine solchen Fälle bekannt.

Hr. Bratschi: Zwischen dem Departementschef und der obersten Armeeführung scheint in bezug auf Jeanmaire nicht die gleiche Meinung geherrscht zu haben: Nach dem Willen von Bundesrat Gnägi hätte man Jeanmaire schon im Jahre 1972 "spedieren" sollen, während Generalstabschef Vischer Jeanmaire noch 1973 wie folgt qualifizierte: "Chef de la protection aérienne, chef plein de tempérament se prêt aussi pour des missions spéciales."

Hr. Heimann: Hr. Bratschi scheint in bezug auf die NATO einem Irrtum zu unterliegen. Die NATO als Verband verschiedener Staaten besitzt einen eigenen Nachrichtendienst. Daneben gibt es die Nachrichtendienste jedes einzelnen NATO-Staates, und mit diesen unterhält die Schweiz Beziehungen.

Laut Beschluss vom 26.1.76 ist ausländischen Militärattachés der Besuch von Militärwerkstätten grundsätzlich gestattet. Dieser Beschluss wurde ungefähr im Oktober 1976 zurückgezogen. Trotzdem konnte eine rumänische Delegation die Waffenfabrik Thun besuchen. Ist der Departementsvorsteher über diesen Besuch orientiert ?

GEHEIM

Hr. Bundesrat Gnägi: Nach dem Fall Jeanmaire hat der Leitungsstab den von Ihnen erwähnten Beschluss zurückgezogen. Nicht nur im Fall der rumänischen Delegation, sondern allgemein gilt, dass ausländischen Delegationen militärische Werkstätten gezeigt werden, wenn es um eine Zusammenarbeit in diesem Bereich geht. Diesen Delegationen wird jeweils nur gezeigt, was sie sehen müssen. Bezüglich der Rumänen weiss ich nicht, was zur Diskussion stand.

(Anmerkung des Protokollführers: Der Generalstabschef der rumänischen Armee hat am 27.6.74 die Konstruktionswerkstätte Thun besucht.)

GEHEIMAnhörung von Herrn Bundesrat Graber

M. Graber: Vous avez reçu les chiffres concernant le nombre des agents diplomatiques, administratifs et techniques de certains pays à Berne et à Genève. Les missions de Genève sont dotées, en règle générale, d'un personnel beaucoup plus nombreux que celles de Berne. Il faut donc tenir compte de cet élément si l'on veut pénétrer dans le domaine des services d'information. En plus des missions à Berne et à Genève, il faut ajouter un nombre assez impressionnant de fonctionnaires internationaux employés par les diverses institutions internationales ayant leur siège à Genève. Il y a à Genève par exemple, indépendamment de la mission des USA dans cette même ville, 288 fonctionnaires internationaux américains, ce qui fait un total pour la Suisse de 467. Dans le même exemple, on compte 223 soviétiques (total 380); 174 allemands de l'ouest (total 274), etc. Ces chiffres n'ont pourtant rien d'extravagant, comparativement à ceux que l'on trouve dans des pays tels que la Belgique, la Norvège, etc., qui n'ont pas une seconde mission comme chez nous à Genève. Ces fonctionnaires sont naturellement de types extrêmement divers. Dans la mesure où ils exercent leur fonction honnêtement, ils l'exercent de la même manière que nos propres fonctionnaires à l'étranger. Nous devons donc accepter que ces gens jouent chez nous le même rôle que nous demandons à notre personnel de jouer à l'étranger. Ce n'est pas très facile de distinguer jusqu'où peut aller l'information "normale", que l'on obtient en créant le plus de contacts personnels possibles, de l'information "anormale" qui confine à la recherche d'informations secrètes.

Il n'y a donc pas, en Suisse, un nombre inusité de fonctionnaires étrangers et, hormis un certain nombre d'entre-eux, ils font leur métier d'une façon correcte. Toutefois, étant donné leur nombre - il s'agit en fait de quelques milliers - il n'y a pas de contrôle possible, permanent et pour chaque homme. Un certain nombre de ces fonctionnaires sont repérés, quelle que soit leur nationalité (aussi bien de l'Est que de l'Ouest), comme étant des agents de renseignements secrets. Dans la mesure où ils sont repérés, ils facilitent le contrôle, précisément. Au fond, nos services de contre-espionnage préfèrent avoir affaire à des agents repérés et classés qu'à une foule d'individus dont on ne connaît pas encore exactement les missions. Dès le moment où l'on sait à qui l'on a affaire, on peut concentrer la surveillance sur ceux qui paraissent particulièrement suspects. C'est ainsi que, de temps à autre, apparaissent des cas de nature extrêmement différente. Cela va de là chose anodine jusqu'au cas grave de l'espionnage militaire. Je crois que l'on peut affirmer que nos services de renseignements découvrent un certain nombre de cas d'espionnage qui correspond aux mêmes résultats que l'on obtient dans les autres pays. Nos services ne sont ni plus ni moins doués que ceux des autres Etats. Ils font leur travail convenablement.

GEHEIM

En ce qui concerne la publicité qu'il est opportun de donner ou de ne pas donner pour chaque cas, la règle est que l'on évite, autant que possible, d'énervier l'opinion et de provoquer l'irritation de gouvernements étrangers, quels qu'ils soient, pour des choses que nous considérons comme anodines. Si l'on découvre un tel cas, on intervient aussitôt auprès du chef de mission intéressé, à Berne ou à Genève, lequel donne l'ordre à son subordonné de quitter notre territoire dans les meilleurs délais. A l'autre extrémité, dès qu'un cas grave est découvert, aussitôt il donne lieu à l'information du public, avant même que l'instruction ne soit ouverte. Dans chaque cas, un dialogue s'établit entre le Département de justice et police et le Département politique, afin de déterminer la publicité qu'il convient de donner ou de ne pas donner. Ce dialogue aboutit toujours, au sommet, à une conformité de vues.

(à M. le président)

Les cas anodins étant nombreux naturellement, il n'y a pas de problème. Ils ne donnent lieu à aucune divergence. Dans les cas d'une certaine importance, mais sans être graves, il peut arriver qu'il y ait des divergences de vues entre les services administratifs. A ma connaissance, il n'est cependant jamais arrivé qu'au sommet des deux départements concernés, on ne se soit pas mis d'accord dans chaque cas.

Hr. Präsident Müller-Luzern: Warum hat die Schweiz im Fall Jeanmaire gegenüber der Sowjetunion nicht protestiert ?

M. Graber: Il n'y a eu aucune protestation publique, car la règle veut aussi que dans chaque cas, même anodin, dès qu'il est découvert et avant même que le Conseil fédéral en soit saisi, le Département politique convoque le chef de mission concerné au Palais fédéral où il lui dit des choses qui ne sont pas particulièrement aimables. Dans les cas anodins, que l'on a intérêt à liquider sans bruit, on donne à ce chef de mission un délai pour exécuter le départ des agents mis en cause. Si le cas est grave, de la part du gouvernement nous lui disons le mécontentement de notre pays et nous le prions - ce qu'il fait - de transmettre notre mécontentement à son gouvernement, quel qu'il soit. C'est ce qui s'est produit dans l'affaire Jeanmaire.

M. Riesen: Quelle est dans notre pays la proportion des cas d'espionnage qui sont rendus publics ?

M. Graber: La moitié à peu près des cas sont portés à la connaissance du public. Cette proportion est forte. La publication intervient, chez nous, dès que le cas n'est pas vraiment tout à fait bénin. A l'étranger, on ne trouve pas plus de cas d'espionnage dénoncés que chez nous (en chiffres absolus). Les cas y sont pourtant infiniment plus nombreux.

GEHEIM

(à M. Heimann: restriction à la liberté de déplacement)

A une mesure de rétorsion répond une autre mesure de rétorsion et, généralement, c'est finalement le plus fort qui l'emporte. Nos agents dans ces pays sont numériquement très peu nombreux. Il est donc facile de les surveiller. Imaginez de telles restrictions en Suisse, qui devraient d'ailleurs s'appliquer tant aux agents de l'Ouest qu'à ceux de l'Est. Elles porteraient sur des milliers de personnes. Comment dès lors s'assurer de leur application ?

A ma connaissance, aucun pays à régime démocratique n'a imposé de telles restrictions. Je pense que tous ces pays en sont fiers. Nous sommes assez sûrs de la force de nos institutions et de la santé de notre peuple pour ne pas craindre les voyages des diplomates étrangers dans tous les cantons et sur toutes nos montagnes. Ce serait un exercice vain et qui ne correspondrait pas à une certaine confiance que nous avons.

(à M. Luder)

C'est la première fois que la presse soviétique parle d'un cas d'espionnage où ses propres agents sont en cause chez nous. Peut-être est-ce simplement une sorte de contre-offensive ? Ou s'agit-il de préparer le climat avant le procès ? Les Soviétiques ont l'épiderme sensible comme tous les grands et supportent assez mal qu'un pays tel que le nôtre se comporte comme il le doit à son égard. Est-ce une incitation à ne pas exagérer le bruit fait autour de l'affaire Jeanmaire ? Ce pourrait être une explication.

Il y en a une autre encore. Il se pourrait bien que ce soit l'avant-veille de Belgrade. Même si les Occidentaux ne tombent pas dans un esprit de polémique agressif et virulent, mais font tranquillement le bilan des résultats d'Helsinki, les Soviétiques, qui manifestement ne prennent pas beaucoup de plaisir à cet exercice, seront assez mal à l'aise. On voit donc les premiers signes précurseurs d'une contre-offensive qui ne manquera pas de piquants.

On peut ajouter aussi que les Soviétiques ont été très irrités par l'autorisation que la Suisse a donnée à une compagnie aérienne américaine de faire un vol direct Berlin-Zurich. Ils en ont fait une très grande affaire, au plus haut niveau. Nous n'avons pas cédé. Il en résulte une certaine tension assez évidente entre Moscou et la Suisse.

Lorsque l'affaire Jeanmaire a éclaté, et que nous avons dit au gouvernement soviétique, via son ambassadeur à Berne, le mécontentement profond du Conseil fédéral, le silence a régné quelque temps. Plus tard, c'est ce même ambassadeur qui est venu

GEHEIM

se plaindre très vivement chez nous du bruit que l'on osait faire et de la campagne que l'on orchestrait à propos de Jeanmaire. Cette grande puissance joue donc la puissance offensée. On reconnaît aussi l'éternelle tactique: on est acculé, on attaque.

M. Aubert: Si le cas Jeanmaire avait été tout à fait anodin, est-ce que l'URSS se serait emparée de ce cas et aurait eu la réaction que l'on connaît ? Ne pourrait-on pas aussi expliquer cette réaction par le fait que Jeanmaire a, au fond, peut-être été pour l'URSS d'une beaucoup plus grande aide que ce que la justice parviendra à établir ? On connaît les aveux mais on ne sait pas ce qu'il n'a pas dit.

M. Graber: Je n'ai aucune opinion personnelle à cet égard et je serai condamné, comme vous tous, à conserver un grand point d'interrogation.

Hr. Andermatt: Was unternimmt das EPD im Falle Wolf alias Kälin ?

M. Graber: C'est la règle du donnant, donnant. Si Kälin est là-bas, un autre couple est ici, dont la DDR réclame la libération depuis très longtemps. Ce cas a pour effet aussi de bloquer les affaires en matière de regroupement familial et autres affaires semblables. Aussi longtemps que ce cas ne sera pas résolu, nous n'obtiendrons probablement plus rien, mais nous ne pouvons pas faire de concessions.

Information der Presse - Weiteres Vorgehen

Hr. Präsident Müller-Luzern: Nach unserer Sitzung vom 13./14. Januar 1977 ist in der nur am Kiosk erhältlichen Sonntagsausgabe des "Berner Tagblatt" vom 16.1.77 eine "Reportage" mit dem Titel "Jeanmaire ? - da steckt noch viel mehr dahinter.." erschienen (vgl. meine Notiz vom 21.1.77 an die Mitglieder der Arbeitsgruppe Jeanmaire). Ueber die Aeusserungen bezüglich NATO hat Sie Herr Bundesrat Gnägi informiert. Wichtig für uns ist festzuhalten, dass die als Zitate erschienenen Aeusserungen einzelner Mitglieder unserer Arbeitsgruppe vom Verfasser des Artikels, Peter Amstutz, vor der Sitzung vom 13./14.1. eingeholt worden sind. Mich hat Amstutz glücklicherweise nicht erreicht, sonst würde auch ich unter den Zitierten figurieren.

M. Aubert: Si les travaux de notre commission relèvent vraiment du domaine strictement confidentiel, chacun d'entre-nous doit s'engager à ne faire aucune déclaration personnelle à la presse ni écrire des articles dans les journaux. Ce qui s'est passé à la suite de notre séance des 13 et 14 janvier est absolument inadmissible. Ce n'est pas du travail sérieux. Au cas où ces règles de discrétion ne seraient pas observées après la séance d'aujourd'hui, je reverrais ma position personnelle au sein de cette commission.

Hr. Tschumi bestätigt, dass er von Amstutz vor der Sitzung telephonisch angerufen worden ist.

Hr. Eggenberg hat die Anfrage mit "no comment" beantwortet. In Sachen Information der Presse sollten sich die Mitglieder der Arbeitsgruppe auf eine einheitliche Praxis einigen.

Hr. Präsident Müller-Luzern: Dass wir in Zukunft vorsichtiger sein müssen, zeigt die Angelegenheit Franz Wagner (vgl. meine Erklärung zu meinem Artikel "Randbedingungen überdenken"): obwohl ich ausdrücklich sagte, zwischen meinem Bericht (genannt Nachwort) und meiner Funktion als Präsident der Arbeitsgruppe Jeanmaire bestehe kein Zusammenhang und es dürfe auch keiner konstruiert werden, haben verschiedene Zeitungen, die meinen Beitrag publizierten, auf die Arbeitsgruppe hingewiesen.

Ganz abschirmen kann sich unsere Arbeitsgruppe nicht, wenn ihre Arbeit Resultate zeitigen soll, d.h. es muss gleichzeitig eine öffentliche, aber seriöse Diskussion stattfinden.

Hr. Bratschi: Der Fall Jeanmaire wiegt an und für sich schwer und hat entsprechend hohe Wellen geworfen. Wir können das nicht bagatellisieren, auch Herr Bundesrat Furgler hat dies nicht getan. Deshalb können wir von der Presse nicht verlangen, dass

sie sich über die Angelegenheit ausschweigt. Wird sie nicht informiert und orientiert, dann müssen wir in Kauf nehmen, dass sie phantasiert, d.h. Dinge publiziert, die wir nicht wünschen und die die Bevölkerung nur verwirren und verunsichern. Die Information der Presse hat - nach Absprache mit den Kommissionsmitgliedern - vom Präsidenten auszugehen. Ich befürworte also eine offene, transparente Informationspolitik und ich lasse mir in dieser Sache keinen Maulkorb umhängen.

Hr. Müller-Balsthal: Wir wollen weder über jene Mitglieder der Arbeitsgruppe zu Gerichte sitzen, die sich gegenüber der Presse geäußert haben, noch die Sache herunterspielen. Die Oeffentlichkeit wurde über den Fall eingehend informiert, ebenso das Parlament; unsere Arbeitsgruppe hat die Presse mehrmals über unser Vorgehen und unsere Intentionen orientiert. Jetzt geht es darum, seriöse Arbeit zu leisten, und das ist nur möglich, wenn man uns jetzt arbeiten lässt. Die meisten Journalisten werden dafür Verständnis haben, dass wir während unserer Arbeit keine Einzelheiten bekannt geben können, wenn wir gleichzeitig versprechen, am Schlusse dann Transparenz walten zu lassen.

M. Riesen: Penser que nous pourrions être en mesure de donner satisfaction à la presse, c'est faire preuve d'un optimisme exagéré. La presse d'aujourd'hui exige toujours plus que ce qu'on lui donne. Dès le début, nous avons tiré - inconsciemment peut-être - un certain parallèle entre l'affaire Jeanmaire et celle des Mirages. C'était une erreur. Ces deux affaires sont dissemblables et n'ont pas du tout la même portée.

Il ne faut pas oublier que nous nous trouvons dans une procédure inhabituelle. Les commissions de gestion se sont saisies de l'affaire Jeanmaire avant que le Conseil fédéral se soit prononcé à ce sujet. Leur rôle pourtant est d'examiner les activités du Conseil fédéral et de l'administration sur la base d'un rapport du gouvernement. Nous avons donc anticipé. Cette situation spéciale dans laquelle nous nous trouvons exige de notre part une prudence toute particulière à l'égard de la presse.

Si nous voulons faire un travail de commission sérieux, pour autant que cela soit encore possible, évitons les mises en évidence personnelles, travaillons pour notre propre compte et réservons la transparence à la phase finale de nos travaux.

Hr. Luder: Ich würde es bedauern, wenn wir unsere Informationspolitik darnach ausrichteten, ob die Presse zufrieden sei oder nicht. Zur Zeit haben wir unsere eigentliche Arbeit noch gar nicht aufgenommen; die gerichtlichen Untersuchungen sind noch nicht abgeschlossen. Schlimm wäre es, wenn aus der Arbeitsgruppe Dinge an die Oeffentlichkeit gelangten, die dann durch das Urteil nicht bestätigt würden. Deshalb gilt es vorsichtig zu sein und zumindest

GEHEIM

keine telephonische Auskunft zu geben. Ich bedaure, dass sich Herr Müller-Luzern durch Wagner hereinlegen liess. Sein "Nachwort" erweckt den Eindruck, die Aeusserungen zur Beförderungspraxis seien ein erstes Ergebnis unserer Sitzung. Ich bitte Sie, Herr Präsident, besonders vorsichtig zu sein, da Sie sich in Ihrer Funktion als Präsident der Arbeitsgruppe in einer besonders heiklen Lage befinden.

Hr. Präsident Müller-Luzern versichert, in diesem Sinne zu handeln. Im übrigen: Ambitionen habe ich keine mehr, es sei denn, einen ruhigen Lebensabend zu verbringen.

Hr. Heimann: Die Reportage Amstutz ist nur darauf ausgerichtet, Interesse zu wecken und einige Exemplare mehr zu verkaufen. Inhaltlich ist sie völlig belanglos, und die Zitate sind verzerrt wiedergegeben.

Zur Artikelserie in der "Tat": Wagner hat offenbar sehr viele Leute angefragt, aber zu mir ist er nicht gekommen. Das "Nachwort" von Herrn Müller-Luzern ist inhaltlich richtig; im Nachhinein wäre höchstens festzustellen, dass es zum heutigen Zeitpunkt nicht angezeigt war.

Hr. Egli-Sursee: Ich befürwortete von Anfang an eine restriktive Informationspolitik, im Gegensatz zu Herrn Bratschi. Auch ich bedaure das Missgeschick unseres Präsidenten und möchte bitten, nach unserer heutigen Sitzung nur ein kurzes, nüchternes Communiqué herauszugeben. Wir untersuchen nicht den Fall Jeanmaire - obwohl wir gelegentlich diesen Eindruck erwecken - ,sondern ein eventuelles Versagen von Bundesrat und Verwaltung. Das muss immer wieder deutlich gemacht werden.

Hr. Präsident Müller-Luzern: Ueber die Arbeit in den Subgruppen wird nicht orientiert. Eine Pressemitteilung ist nur dann herauszugeben, wenn die ganze Arbeitsgruppe tagt. Am Schluss der heutigen Sitzung wird lediglich ein Communiqué herausgegeben.

Zum weitem Vorgehen:

Sie sind damit einverstanden, die Hearings vorläufig abzuschliessen. Eine Anhörung von a.Bundesrat Celio drängt sich im Moment nicht auf.

Hr. Bratschi: Damit sämtliche Mitglieder der Arbeitsgruppe vom selben Informationsstand ausgehen können, beantrage ich, dass der geheime Bericht der Bundesanwaltschaft für alle einsehbar ist. Die Fakten bezüglich des Umfangs des Verrats könnten allenfalls weggelassen werden.

M. Aubert: Lorsque cette affaire aura été jugée, elle tombera dans le domaine public. Toutes les pièces seront à ce moment-là

GEHEIM

disponibles et la clarté aura été faite sur de nombreux points aujourd'hui obscurs. N'aurions-nous donc pas intérêt à attendre que le jugement soit rendu pour poursuivre nos travaux ?

Hr. Bratschi hält an seinem Antrag fest. Ein Aufschieben der Kommissionsarbeit ist politisch kaum tragbar, weil auch das wieder interpretiert würde.

Hr. Egli: Wir müssen vermeiden, dass in der Bevölkerung eine Stimmung entsteht, die selbst die Richter beeinflussen könnte. Andererseits können wir nicht die Anklageschrift zur Grundlage unserer weiteren Arbeit machen, materiell müssen wir unter Umständen sogar weitergehen, so dass der Vorschlag von Herrn Aubert einiges für sich hat.

Hr. Präsident Müller-Luzern: Ein Aufschub ist tatsächlich politisch nicht vertretbar, umso weniger als es einige Bereiche gibt (z.B. Beförderungspraxis), die wir unabhängig vom Strafverfahren untersuchen müssen. Eventuelle Schlussfolgerungen dürfen jedoch nicht vor der Veröffentlichung des Urteils an die Öffentlichkeit dringen.

Hr. Eggenberg ist für Fortsetzung der Arbeit. Ein Unterbruch hätte zur Folge, dass unsere Arbeit erst recht in direkte Beziehung mit dem Straffall Jeanmaire gesetzt würde. Dieser sollte uns jedoch lediglich als Modellfall dienen, d.h. wir müssen in unsern Schlussfolgerungen auch Verratsmomente berücksichtigen, die Jeanmaire nicht nachgewiesen werden konnten, nichtsdestoweniger aber im Bereich des Möglichen liegen.

M. Aubert: A la suite des avis qui viennent d'être exprimés, je retire ma proposition. Nous pouvons continuer nos travaux, dans la mesure où nous connaissons suffisamment bien les faits, pour que nous puissions en tirer des conclusions.

Die Kommission stimmt dem Antrag Bratschi zu, wonach alle Mitglieder den Bericht der Bundesanwaltschaft sollen einsehen können. Es bleibt dem Bundesrat vorbehalten, gewisse, das Interesse des Landes berührende Fakten wegzulassen.

Hr. Präsident Müller-Luzern eröffnet diesen Beschluss Herrn Bundespräsident Furgler, der sich bereit erklärt, ihn dem Bundesrat zu unterbreiten.

Schluss der Sitzung: 18.00 Uhr

Die Protokollführer:

E. Wüthrich

J. Munk

J. Degen
P. Bass